



Pouls de l'assurance en Afrique 2026

**L'assurance basée sur
les données – catalyseur d'une croissance
inclusive en Afrique**

Publié par



Organisation des Assurances Africaines

Publié par



African Insurance Organisation

Préparé par

faber
SUBSTANCE IS
OUR STRENGTH

Pour de plus amples informations sur Faber Consulting AG,
rendez-vous sur : www.faberconsulting.ch

Image provenant de : Shutterstock (Asset id: 2700536275)

Pouls de l'assurance en Afrique 2026

Organisation des Assurances Africaines

30, Avenue de Gaulle

B.P. 5860

Douala, Cameroun

Téléphone : +(237) 233 42 01 63

E-mail : aio@africaninsurance.net

Site Web : <http://www.african-insurance.org>

Pour télécharger ce rapport, rendez-vous sur :

<http://www.african-insurance.org>

© 2026 Organisation des Assurances Africaines

Tous droits réservés. Aucun élément de la présente publication ne peut être reproduit, republié, chargé, affiché, encadré, modifié, vendu, transmis ou distribué sans l'accord préalable écrit de l'éditeur.

Bien que tout ait été mis en œuvre pour vérifier la précision des informations contenues dans le présent rapport, l'Organisation des Assurances Africaines décline toute responsabilité quant à la confiance accordée par quiconque au présent rapport ou aux informations, opinions, hypothèses ou conclusions qu'il contient.

Table des matières

Avant-propos	4
En bref	6
Recherche : L'assurance basée sur les données – catalyseur d'une croissance inclusive en Afrique	8
Introduction	8
Risque, résilience et croissance inclusive : pourquoi l'assurance fondée sur les données est essentielle au développement de l'Afrique	9
L'assurance comme amortisseur de chocs : ne pas se contenter de répondre à la pauvreté, mais la prévenir	9
Libérer le potentiel des MPME : l'assurance comme infrastructure pour une transformation économique inclusive	10
Intégrer la protection contre les risques au cœur de la stratégie de développement	11
Données publiques, protection privée : les fondements des marchés de l'assurance	12
Transformer les données en développement : la nouvelle frontière de l'assurance africaine	13
De l'inclusion financière à la croissance inclusive	14
Au-delà des paiements : transformer l'inclusion financière en protection contre les risques à grande échelle	14
De l'inclusion financière à l'inclusion dans les assurances	17
Du passif éventuel au risque contrôlé : le pouvoir de l'assurance et des données	17
L'assurance comme catalyseur d'investissement et de transformation structurelle	18
Faible qualité des données, risque élevé : le coût de l'incertitude	19
L'écart de protection est en partie un écart de données	20
De l'exposition aux risques à l'intelligence des risques	22
Libérer une croissance inclusive en traitant les données comme un atout stratégique	23
Alimenter le moteur de croissance de l'Afrique : l'essor de l'assurance inclusive axée sur les données	24
Enquête : Pratiques et tendances en matière de données dans l'assurance et la réassurance en Afrique	25
Introduction	25
Résultats de l'enquête	26
Appel à l'action : Construire l'infrastructure des données d'assurance en Afrique	46

Avant-propos



Le rôle de l'assurance dans le développement économique est bien établi. Cette année, le Pouls de l'assurance en Afrique explore une contrainte plus spécifique : les lacunes du continent en matière de protection sont étroitement liées aux lacunes côté données. Lorsque les risques sont mal mesurés ou enregistrés de manière incohérente, il est difficile pour les marchés de l'assurance de fixer des prix précis, d'innover de manière responsable ou d'évoluer de manière durable.

Nos partenaires d'entretien, assureurs, réassureurs et courtiers à travers le continent le confirment. Lorsqu'on leur a demandé si des données de haute qualité étaient fondamentales pour leur stratégie, toutes les organisations participantes les ont jugées essentielles. Le consensus reflète la réalité opérationnelle : sans données fiables, la souscription devient prudente, la tarification intègre l'incertitude et la couverture reste limitée.

Le défi est de taille. Notre enquête documente des inefficacités persistantes : granularité insuffisante, rapports retardés, inexactitude et définitions non standardisées. Il ne s'agit pas de problématiques isolées, mais de contraintes systémiques que les organisations gèrent au quotidien. La conséquence est évidente sur les marchés de l'assurance, où les lacunes en matière de données entraînent un appétit limité pour le risque, des primes plus élevées et des conditions plus strictes, un coût finalement supporté par les clients africains.

Cela a des implications au-delà de l'assurance. Lorsque les risques restent non quantifiables, les investisseurs hésitent. Lorsque l'assurance n'est pas disponible ou est inabordable, les ménages et les entreprises manquent de protection contre les chocs qui érodent les gains de développement.

La voie à suivre nécessite une action coordonnée sur les bases de données. Tout d'abord, l'industrie doit investir dans l'amélioration de la qualité des données et la mise en place d'une infrastructure de données partagées. Cette démarche permettra de générer des données cohérentes et d'établir une base technique. Deuxièmement, il faudra mener une harmonisation réglementaire, une tâche distincte, mais essentielle. Elle s'appuie sur cette base en établissant des normes alignées sur tous les marchés. Ce n'est qu'avec une infrastructure de données comparables en place que des définitions harmonisées pourront réellement favoriser la cohérence au-delà des marchés uniques.

Reconnaissant le rôle essentiel des données, l'Organisation Africaine des Assurances travaille à la mise en place du Référentiel de données pour l'assurance africaine (AIDR), une plate-forme panafricaine permettant d'agréger, de normaliser et de centraliser les données d'assurance sur tout le continent. Cette initiative, incluse dans notre plan stratégique 2024-2028, représente un engagement concret en faveur de la construction de bases de données dont les marchés africains de l'assurance ont besoin pour fonctionner efficacement et stimuler une croissance inclusive.

Yared Mola

Président de l'Organisation des Assurances Africaines (2025-2026)



« Les marchés africains de l'assurance sont confrontés non seulement à un déficit de capitaux, mais aussi à un déficit de données. Sans une meilleure infrastructure de données, des normes partagées et la capacité analytique à traduire les informations en éclairages, les assureurs ne pourront pas évaluer le risque avec précision, étendre leur couverture aux segments mal desservis ou évoluer de manière durable. Combler cette lacune est à la fois une tâche institutionnelle et technique, nécessitant des investissements, une gouvernance et une véritable collaboration entre les acteurs publics et privés. Les enjeux vont bien au-delà de l'industrie elle-même : l'assurance basée sur les données fait partie de l'infrastructure économique qui permet la résilience et la croissance inclusive. »

Jean Baptiste Ntukamazina

Secrétaire Général de l'Organisation des Assurances Africaines

En bref

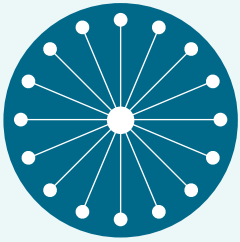
PRINCIPAUX RÉSULTATS DE LA SECTION DE RECHERCHE

Pages 8–24



- **La rareté des données est l'obstacle majeur de l'Afrique pour développer le marché de l'assurance et la croissance inclusive.** Sans données crédibles et granulaires, la modélisation actuarielle devient incertaine, la tarification technique nécessite des marges de sécurité élevées et les coûts de réassurance augmentent, rendant la protection inaccessible ou inabordable pour les populations mal desservies.
- **La pénétration de l'assurance non-vie en Afrique reste inférieure aux standards mondiaux. C'est le reflet d'obstacles structurels en partie enracinés dans les lacunes en matière de données et la faiblesse de l'infrastructure financière.** Même les marchés africains avancés comme l'Afrique du Sud (2,3 % de pénétration de la non-vie) sont en deçà des moyennes mondiales (4 %), les marchés à faible revenu ne disposant pas des systèmes de données nécessaires pour étendre la protection contre les risques et permettre l'investissement.
- **Le paiement mobile est devenu central pour l'inclusion financière en Afrique, en créant des écosystèmes hybrides où l'assurance doit s'intégrer aux canaux numériques pour passer à l'échelle.** Les pays à faible revenu dépendent bien plus fortement du paiement mobile que des services bancaires traditionnels. La croissance de l'assurance dépendra de l'alignement des systèmes de distribution et de données sur ces écosystèmes financiers mobiles plutôt que sur les modèles classiques.
- **L'assurance mobilise des capitaux et réduit le risque budgétaire, mais uniquement lorsque l'intégrité des données renforce la confiance dans la souscription, le reporting de solvabilité et la gestion des sinistres.** La faiblesse des écosystèmes de données augmente le risque systémique perçu, augmentant les coûts en capital et limitant le rôle d'investissement des assureurs dans le soutien à la croissance des infrastructures, de l'agriculture et des micro, petites et moyennes entreprises.
- **L'assurance inclusive peut se développer considérablement en tirant parti de sources de données alternatives telles que l'imagerie satellitaire, l'utilisation mobile et les enregistrements numériques, au lieu de s'appuyer sur des jeux de données d'assurance historiques.** Les technologies basées sur les données rendent possibles l'assurance paramétrique, la micro-assurance et d'autres produits innovants pour des populations auparavant non assurables comme les petits agriculteurs. Cela démontre que le déficit de protection provient en partie d'une lacune d'infrastructure de données.
- **Actuellement, de nombreux assureurs africains traitent les données comme un sous-produit plutôt que comme un atout stratégique. Cela fragmente les systèmes et empêche l'intégration nécessaire pour libérer l'innovation et les avantages concurrentiels.** Aller au-delà des environnements de données cloisonnés et spécifiques aux fonctions vers des écosystèmes à l'échelle de l'entreprise, où les informations sont accessibles, fiables et exploitables, est déterminant pour les assureurs africains. Cela leur permettra d'améliorer la compréhension des risques et de concevoir des produits abordables.
- **Le « volant d'inertie vertueux » de l'assurance basée sur les données, où l'échelle d'ampleur permet de générer des données, améliore les décisions de tarification et d'investissement, favorisant l'accessibilité et l'adoption. Il permet aussi de catalyser une croissance économique inclusive si les écosystèmes permettent le partage des données et attirent les capitaux.** Pour les marchés africains, la reproduction de ce volant d'inertie nécessite une action coordonnée sur les normes de données, les partenariats public-privé, l'infrastructure numérique et l'alignement réglementaire pour garantir que la croissance de l'assurance se traduise par une résilience systémique et de la capacité d'investissement.

PRINCIPALES CONCLUSIONS DE LA SECTION DE L'ENQUÊTE Pages 25–47



Une enquête menée auprès de 17 organisations africaines d'assurance et de réassurance (9 réassureurs, 7 assureurs, 1 courtier) en mars-avril 2026 portant sur les pratiques en matière de données, la normalisation, les cas d'utilisation prioritaires et l'impact du marché de l'assurance et de la réassurance, a révélé ces principales conclusions :

- **La priorité universelle : pas de stratégie fiable sans données** – Les 17 organisations ont toutes classé les données de haute qualité comme critiques, citant la nécessité opérationnelle, les exigences de gouvernance et l'avantage concurrentiel.
- **Des données réduites à la portion congrue dans une industrie qui en est gourmande** – Les assureurs africains s'appuient largement sur des données de sinistres exclusives et des sources réglementaires publiques et adoptent de façon limitée les données de tiers.
- **Les inefficacités des données sont la norme, pas l'exception** – Une granularité insuffisante, des retards, des inexactitudes et un manque de standardisation concernent régulièrement la plupart des répondants. Il y a un effet de cascade par le biais de la tarification, des réserves et de l'évaluation des risques.
- **Le marché considère l'harmonisation des données comme essentielle pour l'expansion** – L'amélioration de la précision des prix domine, suivie de l'analyse comparative. La normalisation est pour sa part considérée comme une nécessité opérationnelle.
- **Cadres réglementaires fragmentés – principal obstacle à l'harmonisation des données** – La fragmentation réglementaire dans plus de 50 pays est l'obstacle majeur, aggravé par des définitions incohérentes et le manque d'incitations au partage des données.
- **Cas d'usage prioritaires : souscription et tarification** – La souscription et la tarification sont des fondations qu'il est urgent de bâtir. L'analyse climatique se classe au plus bas malgré l'exposition au changement climatique, signalant peut-être un déficit de capacités.
- **Impact sur les marchés de l'assurance en Afrique** – Des données médiocres entraînent des erreurs de tarification, une réduction de l'appétit au risque, un accès difficile aux capitaux et peuvent même éroder la confiance des consommateurs, créant des contraintes de croissance systémiques.
- **Impact sur les marchés africains de la réassurance** – Les lacunes en matière de données génèrent des taux plus élevés, des conditions plus strictes et des points d'ancrage plus élevés, privant les assureurs africains de solutions de réassurance efficaces.

Recherche : L'assurance basée sur les données – catalyseur d'une croissance inclusive en Afrique



INTRODUCTION

Cette année, le Pouls de l'assurance en Afrique avance une proposition simple, mais urgente : les lacunes de protection sur le continent africain ne s'expliquent pas que par un manque de capitaux, mais aussi de données. Lorsque les risques sont mal mesurés, enregistrés de manière incohérente ou fragmentés entre les institutions, les marchés de l'assurance ne peuvent pas fixer les prix avec précision, innover de manière responsable ou évoluer de manière durable. Le résultat est prévisible : couverture limitée, primes élevées, capacité de réassurance contrainte et vulnérabilité persistante.

La question stratégique est donc la capacité de l'Afrique à bâtir les bases de données nécessaires pour que l'assurance devienne un véritable moteur de croissance inclusive.

Construire et renforcer ces fondations est un défi à la fois technique et institutionnel. Cela nécessite d'améliorer la disponibilité, la qualité et l'interopérabilité des données entre les secteurs public et privé, tout en protégeant la vie privée et les données des consommateurs. C'est également un appel à investir dans l'infrastructure numérique, les normes communes et les cadres de gouvernance qui permettent le partage de données de confiance tout au long de la chaîne de valeur de l'assurance, et au-delà.

En parallèle, les données doivent se traduire en capacité. Les analyses avancées, les nouvelles sources de données et les modèles de distribution numérique créent des opportunités pour mieux comprendre les risques, réduire les coûts de transaction et concevoir des produits plus pertinents pour les particuliers et les entreprises. La concrétisation de ces opportunités dépendra du renforcement des compétences, de la promotion des écosystèmes d'innovation et de

l'encouragement des partenariats entre les assureurs, les réassureurs, les entreprises technologiques et les institutions publiques.

Les décideurs doivent mettre au programme la création d'un environnement favorable qui équilibre l'innovation et la stabilité. Une réglementation claire et proportionnée, un soutien aux écosystèmes de données et un accent sur l'interopérabilité pourront libérer le passage à l'échelle tout en maintenant la confiance. Pour les leaders du secteur, l'impératif est d'intégrer les données au cœur de la stratégie et des opérations, en passant d'améliorations progressives à une transformation plus structurelle.

Si ces éléments viennent à se conjuguer, les avantages s'étendront au-delà du secteur de l'assurance. Un transfert plus efficace des risques permet de soutenir l'investissement, de renforcer la résilience et de réduire le fardeau budgétaire des chocs. En ce sens, l'assurance fondée sur les données n'est pas seulement une opportunité commerciale. Elle fait partie de l'infrastructure économique plus large nécessaire à une croissance durable et inclusive.

La voie à suivre est pragmatique. Il s'agit de réaliser des progrès réguliers et coordonnés dans la construction des systèmes de données, des capacités et de la gouvernance qui permettent aux marchés de l'assurance de fonctionner plus efficacement. L'opportunité est immense.

RISQUE, RÉSILIENCE ET CROISSANCE INCLUSIVE : POURQUOI L'ASSURANCE BASÉE SUR LES DONNÉES EST ESSENTIELLE AU DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

L'avenir économique de l'Afrique ne sera pas déterminé par les seuls taux de croissance, mais par l'efficacité avec laquelle le continent va gérer les risques. La volatilité climatique, les crises sanitaires, l'incertitude politique, les déficits d'infrastructure et les chocs sur les prix des produits de base mettent à l'épreuve, de manière répétée, les ménages, les entreprises et les gouvernements. Trop souvent, il suffit d'un seul événement (sécheresse, inondation, maladie, accident ou interruption d'activité) pour effacer des années de progrès.

Dans un tel environnement, l'assurance n'est pas un service financier accessoire, c'est une infrastructure économique à part entière.

Lorsque les risques ne sont pas assurés ou sont mal évalués, la pauvreté s'aggrave, les investisseurs hésitent et les pressions budgétaires s'intensifient. Lorsque les risques sont mesurés, mis en commun et transférés efficacement, la résilience augmente, et avec elle, les opportunités à long terme florissent.

Pourtant, dans une grande partie de l'Afrique, une contrainte structurelle limite le développement de l'assurance. Souvent, les risques ne sont pas quantifiables en raison de données manquantes, non standardisées ou de faible qualité.

Sans données crédibles, granulaires et interopérables :

- La modélisation actuarielle devient inexacte.
- La tarification technique nécessite des marges de sécurité élevées.
- Les coûts de réassurance augmentent en raison de l'opacité perçue.
- L'innovation produits n'avance pas.
- Les décisions d'investissement stratégiques deviennent plus risquées et plus coûteuses.
- L'appétit pour le risque est limité.
- Les écarts de couverture persistent.

En conséquence, la protection n'est pas proposée du tout, ou alors à des prix qui excluent les populations et les entreprises les plus vulnérables. Pour que la croissance inclusive soit un succès, l'Afrique doit combler non seulement ses lacunes en matière de protection, mais aussi sur le plan de l'information sur les risques.

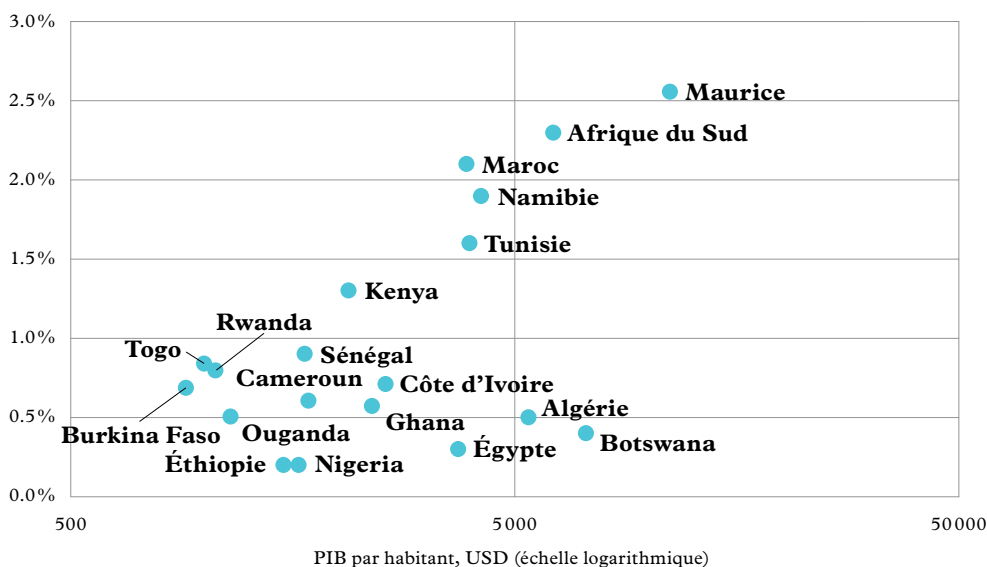
L'ASSURANCE COMME AMORTISSEUR DE CHOCS : NE PAS SE CONTENTER DE RÉPONDRE À LA PAUVRETÉ, MAIS LA PRÉVENIR

La pauvreté dans de nombreux pays africains est dynamique plutôt que statique. Les ménages font fréquemment l'aller-retour au-dessus et en dessous du seuil de pauvreté en fonction de l'exposition aux chocs. En l'absence d'assurance, les familles font face en vendant des actifs productifs, en retirant leurs enfants de l'école ou en s'appuyant sur des emprunts informels coûteux. Ces stratégies protègent la consommation à court terme, mais sapent le bien-être à long terme et la mobilité économique. L'assurance inclusive a le pouvoir de modifier cette trajectoire.

La pénétration de l'assurance non-vie est un indicateur standard du secteur qui mesure la taille du secteur de ce type d'assurance par rapport à l'économie globale. En termes pratiques, il indique dans quelle mesure l'assurance est utilisée pour transférer les risques au sein d'une économie. Une pénétration plus élevée suggère que les ménages et les entreprises se protègent plus activement contre les risques tels que les accidents, les catastrophes naturelles ou les pertes matérielles. À l'inverse, une plus faible pénétration indique que les risques sont largement portés par les individus, les entreprises ou les gouvernements. Dans un contexte de développement, cette métrique est particulièrement importante. La faible pénétration de l'assurance non-vie reflète souvent des obstacles structurels tels qu'un accès limité, des contraintes d'accessibilité, un faible niveau de confiance ou des systèmes de données et de distribution médiocres. Cela se double également d'une plus grande vulnérabilité économique : lorsque des chocs se produisent, les ménages ou les finances publiques absorbent directement les pertes, entraînant souvent une réduction des investissements, l'épuisement des actifs ou une augmentation de la pauvreté.

Graphique 1 – Pénétration de l'assurance non-vie en 2023 (%) et PIB par habitant (USD)

Source : Faber Consulting AG, sur la base des rapports réglementaires et sectoriels



Les données du graphique 1 ci-dessus montrent une relation positive, mais inégale entre le PIB par habitant et la pénétration de l'assurance non-vie sur les marchés africains. Les pays à revenu plus élevé comme Maurice (2,56 %) et l'Afrique du Sud (2,30 %) présentent une pénétration plus profonde de l'assurance, reflétant des mécanismes de transfert de risques plus matures. Cependant, le Maroc (2,10 %) et la Namibie (1,90 %) surpassent leurs pairs en termes de revenus, soulignant le rôle d'une réglementation efficace et du développement du marché. À l'inverse, le Botswana et l'Égypte sous-performent par rapport à leurs niveaux de revenu. Au sein des marchés à faible revenu, le Kenya (1,30 %) se distingue comme un leader émergent.

Mais même les marchés africains les plus avancés restent en deçà des standards mondiaux : la pénétration de l'assurance non-vie dans le monde représente en moyenne environ 4 % du PIB, et les marchés émergents en tant que groupe dépassent généralement 1,5 %. Cette comparaison met en évidence un déficit de protection persistant sur le

continent, même sur des marchés de l'assurance relativement bien développés. Ce schéma souligne le rôle de l'assurance dans la résilience économique : une pénétration plus élevée permet la mutualisation des risques et l'absorption des pertes, réduisant ainsi la volatilité pour les ménages et les entreprises. Les marchés à faible revenu, avec une adoption limitée de l'assurance, restent plus exposés aux chocs, renforçant l'impératif de développement pour étendre la couverture.

LIBÉRER LE POTENTIEL DES MPME : L'ASSURANCE COMME INFRASTRUCTURE POUR UNE TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE INCLUSIVE

Pour les économies africaines, les implications sont vastes. Les micro, petites et moyennes entreprises (MPME), qui représentent une part substantielle de l'emploi et du PIB, restent vulnérables aux chocs de façon très inégale, limitant leur capacité à investir et à croître. L'assurance inclusive peut débloquer

des investissements productifs en stabilisant les flux de trésorerie et en réduisant les risques liés à l'entrepreneuriat, en particulier lorsqu'elle est intégrée dans des cadres politiques financiers et industriels plus larges.

Cependant, la GIZ¹ souligne que la mise à l'échelle de cet impact nécessite plus que l'innovation produit. Elle exige des environnements réglementaires favorables, une infrastructure de données et des partenariats intersectoriels qui permettent aux assureurs d'atteindre efficacement les segments mal desservis. Dans ce contexte, les données deviennent une infrastructure élevée au rang de bien public, reliant les assureurs, les gouvernements et les acteurs du développement.

En fin de compte, l'intégration d'une assurance inclusive axée sur les données dans les stratégies nationales de développement n'est pas une action marginale, c'est un levier au niveau du système lui-même. Elle renforce la résilience, protège les gains de développement et permet aux ménages et aux entreprises de passer de la survie à l'investissement, posant ainsi les bases d'une croissance soutenue et inclusive.

INTÉGRER LA PROTECTION CONTRE LES RISQUES AU CŒUR DE LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT

Malgré ce potentiel, les marchés de l'assurance dans de nombreuses économies émergentes restent sous-développés, avec des taux de pénétration faibles et un accès limité pour les particuliers et les entreprises. Cette faible profondeur du marché limite la résilience économique, en particulier dans les territoires exposés aux catastrophes naturelles, aux pandémies et à d'autres chocs systémiques. Les données issues de la recherche au niveau international montrent que les pays ayant des marchés d'assurance plus développés ont tendance à se remettre plus rapidement des catastrophes. De plus, ils connaissent des baisses moins graves du PIB, soulignant le poids macroéconomique du développement du secteur de l'assurance.

L'intégration de l'assurance dans la politique nationale de développement nécessite donc d'aller au-delà des réformes sectorielles. Elle exige une approche coordonnée qui intègre l'assurance dans le développement plus large du secteur financier, le financement des risques de catastrophe et la planification du développement durable. Les gouvernements jouent un rôle clé dans la mise en place de cadres réglementaires et de surveillance favorables, l'amélioration de l'infrastructure de données et la promotion de partenariats public-privé soutenant l'expansion du marché. Des interventions politiques bien conçues peuvent aider à approfondir la pénétration de l'assurance, à renforcer l'innovation des produits et à élargir l'accès aux populations mal desservies.

¹ GIZ (2019), How Inclusive Insurance Supports Development, Inclusive Insurance Factsheet Series (en anglais)

En fin de compte, un secteur de l'assurance bien développé contribue non seulement à une reprise plus rapide après la crise, mais également au développement à long terme en soutenant la stabilité financière, en protégeant les moyens de subsistance et en permettant l'investissement dans des secteurs propices à la croissance. À ce titre, l'assurance devrait être considérée comme un pilier fondamental des stratégies nationales de développement plutôt que comme un service financier autonome.

DONNÉES PUBLIQUES, PROTECTION PRIVÉE : LES FONDEMENTS DES MARCHÉS DE L'ASSURANCE

Les recherches de CGAP² démontrent que l'assurance permet aux ménages à faible revenu d'absorber les chocs sans sacrifier la capacité de production. Lorsque les sinistres sont réglés en temps opportun et de manière prévisible, les familles évitent les mécanismes d'adaptation négatifs et maintiennent leur participation aux économies locales.

Cependant, pour obtenir cet impact à grande échelle, il faut disposer de données fiables :

- L'assurance agricole dépend de l'historique précis des rendements et des données météorologiques.
- L'assurance maladie et l'assurance-vie nécessitent des statistiques sur la mortalité et la morbidité.
- La couverture des MPME nécessite des enregistrements de pertes crédibles.
- L'assurance contre les risques de catastrophe nécessite une cartographie des dangers et des bases de données d'exposition.

Lorsque ces données sont incomplètes ou peu fiables, la souscription devient conservatrice par nécessité. Les primes intègrent des charges techniques élevées, les réassureurs appliquent des marges de risque plus élevées et la couverture diminue ou reste faible.

En bref, la rareté des données d'assurance se traduit directement par des contraintes d'accessibilité et d'exclusion.

Pour les régulateurs et les décideurs, cette réalité recèle une implication importante : le développement du marché de l'assurance n'est pas seulement un objectif prudentiel ou commercial. Il s'agit d'une stratégie de stabilité sociale dépendante de l'infrastructure de données publiques.

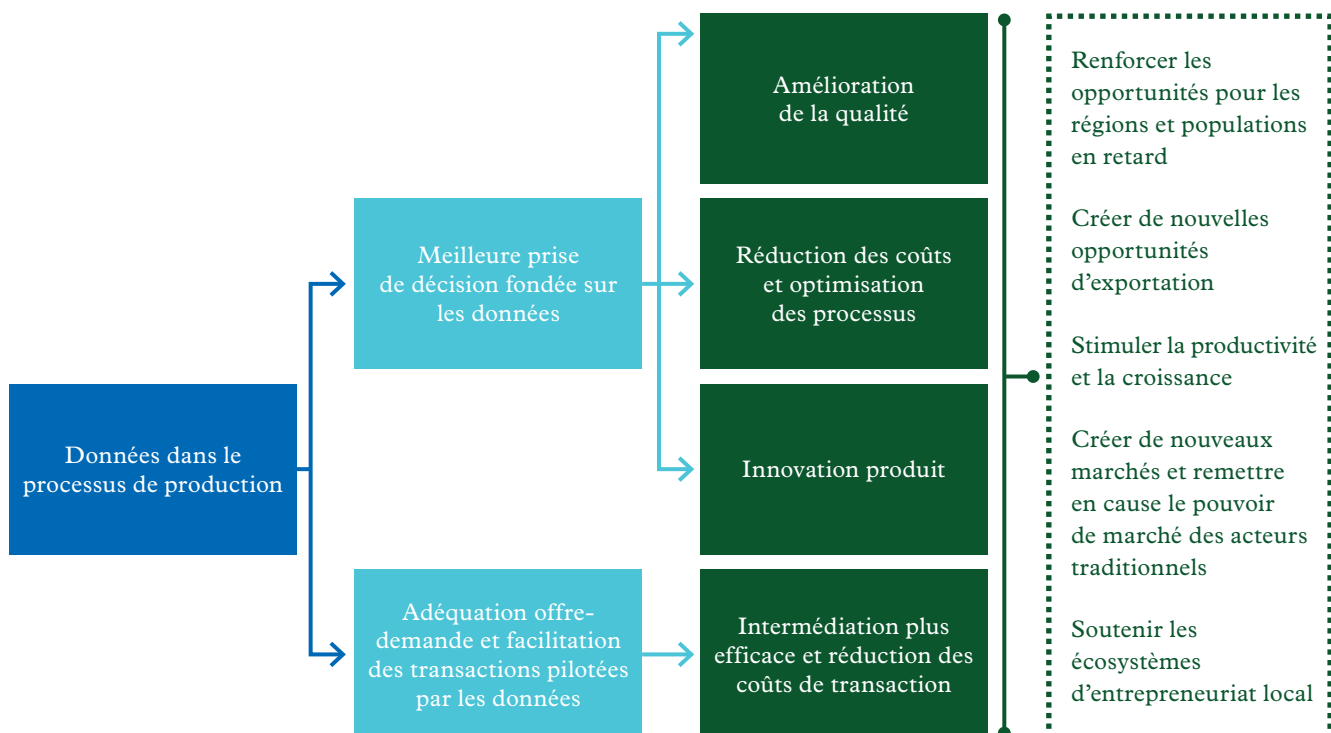
² Kara, Anaar, Sarah Rotman Parker, Swati Sawhney, Martina Wiedmaier-Pfister et Liza Gordin (2025). Assurance inclusive : mise à l'échelle pour plus de résilience et d'impact. Publication Washington, D.C. : CGAP. <https://www.cgap.org/research/reading-deck/inclusive-insurance-scaling-for-resilience-and-impact>

TRANSFORMER LES DONNÉES EN DÉVELOPPEMENT : LA NOUVELLE FRONTIÈRE DE L'ASSURANCE AFRICAINE

Le graphique 2 illustre la façon dont l'intégration des données dans le processus de production crée une chaîne de valeur qui, en fin de compte, stimule le développement économique. En son cœur, l'utilisation des données permet une prise de décision basée sur les données et un rapprochement plus efficace de l'offre et de la demande, y compris une meilleure facilitation des transactions. Ces capacités se traduisent par des résultats opérationnels tangibles : amélioration de la qualité, réduction des coûts et optimisation des processus, innovation produits et intermédiation plus efficace avec des coûts de transaction moins élevés.

Graphique 2 – Le rôle des données dans le processus de production : des voies vers le développement

Source : Adapté de Banque mondiale (2021), Rapport sur le développement dans le monde 2021 : Des données au service d'une vie meilleure ; Cadre de gouvernance des données de l'OCDE



Ces résultats intermédiaires, à leur tour, sont la clé d'un développement plus large. Les systèmes basés sur les données aident à élargir les opportunités pour les régions et les populations mal desservies, à augmenter la productivité et la croissance, et à créer de nouveaux marchés, défiant souvent les acteurs historiques. Ils favorisent également les écosystèmes entrepreneuriaux locaux, fondés sur l'innovation et la concurrence.

Dans le contexte de l'assurance inclusive basée sur les données en Afrique, ce cadre est très pertinent. Les marchés de l'assurance à travers le continent souffrent toujours d'une faible pénétration, souvent en raison des asymétries d'information, des coûts de transaction élevés et de la pertinence limitée des produits. En tirant parti des données, telles que l'utilisation du mobile, l'imagerie satellitaire, les données climatiques et les signaux de crédit alternatifs, les assureurs peuvent améliorer considérablement l'évaluation des risques et la précision des tarifs. Cela permet le développement de produits d'assurance abordables et adaptés aux populations précédemment exclues, y compris les petits exploitants agricoles, les travailleurs informels et les MPME.

En outre, les plates-formes axées sur les données peuvent améliorer la distribution par le biais des canaux numériques, réduire les coûts et étendre la portée dans les zones rurales et mal desservies. L'amélioration de l'intermédiation grâce aux partenariats d'assurtech et aux modèles d'assurance intégrés réduit davantage les obstacles à l'accès. Pour les décideurs, le renforcement des cadres de gouvernance des données est essentiel pour assurer la confiance, la confidentialité et l'interopérabilité, qui sont essentielles pour la mise à l'échelle de ces innovations.

En fin de compte, comme le suggère l'illustration, l'intégration des données dans le « processus de production » de l'assurance n'améliore pas seulement l'efficacité au niveau de l'entreprise, mais elle catalyse également un développement économique inclusif. En élargissant la protection contre les risques, en permettant l'investissement et en augmentant la résilience aux chocs, l'assurance axée sur les données a le pouvoir de devenir un pilier fondamental de la croissance durable en Afrique.

DE L'INCLUSION FINANCIÈRE À LA CROISSANCE INCLUSIVE

L'inclusion financière n'émerge pas isolément. Elle est le fruit de la vigueur des institutions, de la profondeur du secteur financier et de l'environnement favorable où évoluent les ménages et les entreprises. Au sein de cet écosystème plus vaste, l'assurance joue un rôle stratégique unique. Là où la réglementation est chiche, l'alphabétisation et les infrastructures financières fragiles – comme c'est encore le cas dans de nombreuses régions d'Afrique subsaharienne – l'inclusion financière et la pénétration de l'assurance ont tendance à accuser du retard. Renforcer la gouvernance, l'efficacité de la réglementation et la protection des consommateurs n'est donc pas seulement une question de développement du marché. C'est fondamental pour instaurer la confiance, élargir la couverture et débloquer la demande de protection contre les risques.³

En parallèle, l'assurance dépend du système financier et à la fois, le renforce dans son ensemble. Les économies dotées de secteurs bancaires plus avancés et de cadres institutionnels plus solides ont tendance à parvenir à une inclusion globale plus profonde, créant un terreau fertile pour la croissance des marchés de l'assurance. À son tour, l'assurance améliore la résilience systémique en mettant en commun et en transférant les risques, réduisant ainsi la vulnérabilité des ménages, des entreprises et des gouvernements. Elle devrait donc être considérée comme un pilier essentiel de la stabilité économique et de la croissance inclusive.

AU-DELÀ DES PAIEMENTS : TRANSFORMER L'INCLUSION FINANCIÈRE EN PROTECTION CONTRE LES RISQUES À GRANDE ÉCHELLE

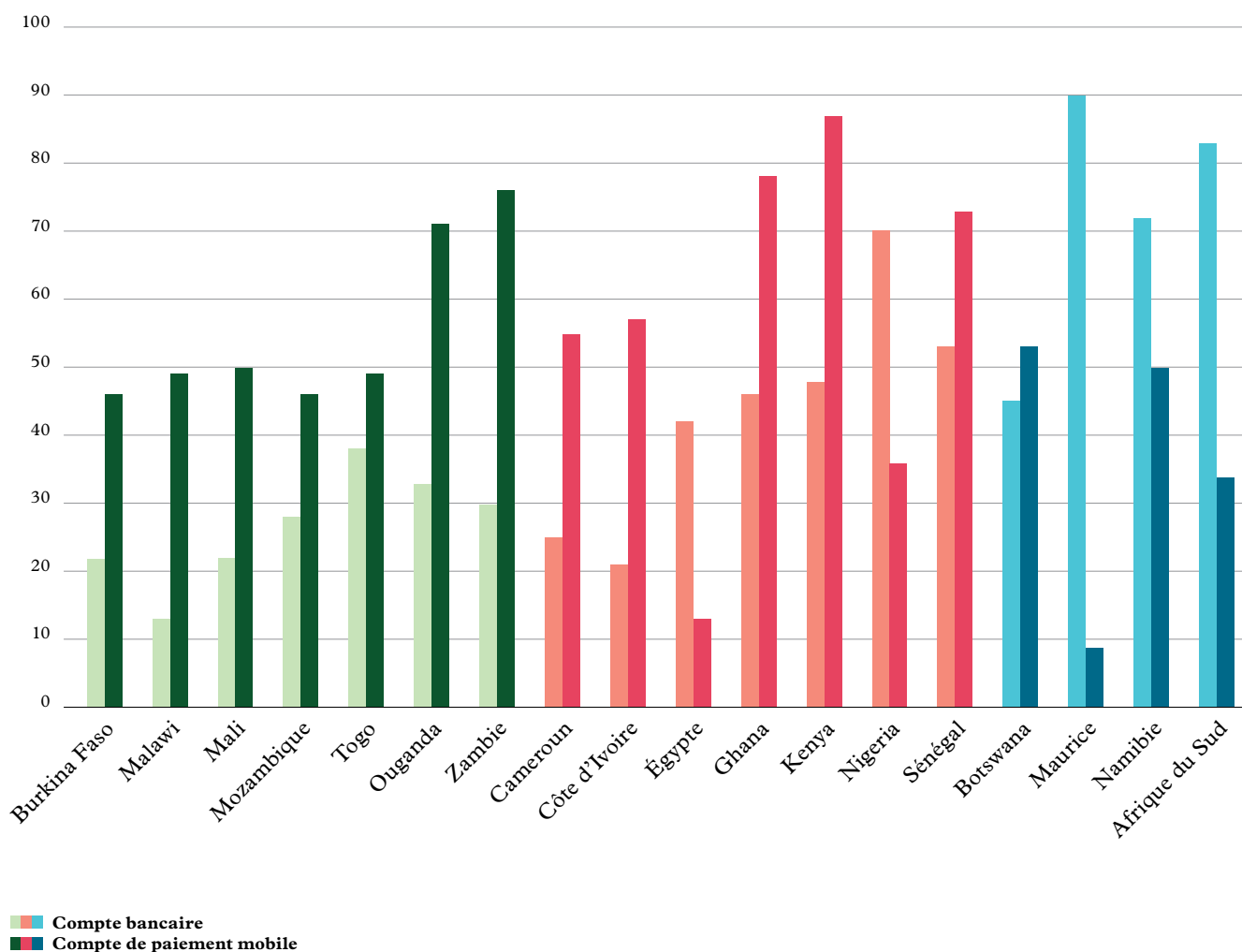
L'innovation numérique accélère cette dynamique. Les modèles de distribution mobiles et les solutions d'assurance intégrées réduisent rapidement les obstacles traditionnels liés aux coûts, à l'accès et à la documentation. En intégrant l'assurance dans les écosystèmes financiers numériques, les pays peuvent étendre leur portée à grande échelle, en particulier aux populations mal desservies et à faible revenu. Cela

³ Eshun, S.F. & Koçenda, E. (2021). Determinants of financial inclusion in sub-Saharan Africa and OECD countries. *Borsa Istanbul Review*.

créé une puissante opportunité d'aligner les stratégies d'inclusion financière sur la protection contre les risques, en veillant à ce que les populations nouvellement incluses améliorent leur résilience. Le graphique 3 explique la façon dont l'inclusion financière évolue dans les économies africaines, avec des implications importantes pour le développement du marché de l'assurance.

Graphique 3 – Part de la population titulaire des comptes bancaires et de paiement mobile en 2024, dans une sélection de pays africains

Source : Banque mondiale, base de données Global FINDEX





A. Inclusion axée sur le mobile dans les marchés à faible revenu

Dans les pays à faible revenu (voir la partie gauche du graphique précédent) comme le Burkina Faso, le Malawi, le Mali, le Mozambique et le Togo, l'accès aux services bancaires formels reste limité, seule une minorité de la population détenant un compte bancaire classique. En revanche, le paiement mobile a atteint une taille nettement plus vaste, desservant souvent près de la moitié, voire plus, de la population adulte. Cette divergence reflète les contraintes structurelles des services bancaires traditionnels, notamment une infrastructure physique limitée, des exigences en matière de documentation et des obstacles en matière de coûts. Le paiement mobile, en tirant parti de la pénétration généralisée de la téléphonie mobile, a efficacement contourné ces obstacles et est devenu le principal point d'entrée dans le système financier formel. Sur ces marchés, l'inclusion financière est donc largement synonyme d'accès mobile plutôt que de relations bancaires conventionnelles.



B. La montée des écosystèmes financiers hybrides

Au fur et à mesure que les pays passent au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (voir la partie centrale du graphique précédent), comme le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, le Nigeria et le Sénégal, la situation devient plus nuancée. Sur ces territoires le paiement mobile continue de se développer rapidement, mais la part de titulaires de comptes bancaires augmente également, ce qui entraîne un système à double voie. Sur certains marchés, notamment au Kenya et au Ghana, le paiement mobile et les services bancaires sont de plus en plus complémentaires, les canaux numériques servant de passerelles vers des services financiers plus sophistiqués. Dans d'autres, comme le Nigeria et l'Égypte, la banque traditionnelle joue encore un rôle plus dominant. Cette phase représente un point d'inflexion critique, où l'innovation numérique et l'approfondissement financier formel commencent à converger, créant un écosystème financier plus diversifié et plus résilient.



C. Maturité dirigée par les banques et approfondissement des marchés de l'assurance

Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (voir la partie droite du graphique précédent), y compris le Botswana, Maurice, la Namibie et l'Afrique du Sud, l'équilibre se déplace de façon décisive vers les services bancaires traditionnels. Le taux de pénétration des comptes bancaires y est élevé, englobant souvent la majeure partie de la population, tandis que le paiement mobile joue un rôle plus complémentaire. Ces marchés bénéficient de secteurs financiers plus matures, de niveaux de revenus plus élevés et de cadres réglementaires plus solides, qui soutiennent tous une intermédiation financière plus approfondie et plus formalisée.

DE L'INCLUSION FINANCIÈRE À L'INCLUSION DANS LES ASSURANCES

Du point de vue de l'assurance, ces tendances sont très importantes. L'inclusion financière, qu'elle soit le fruit du paiement mobile ou des services bancaires, constitue la couche fondamentale sur laquelle repose l'intégration de l'assurance. Sur les marchés à faible revenu où règne le mobile, l'expansion de l'assurance dépendra fortement de la capacité des assureurs et des réassureurs à s'intégrer à ces écosystèmes non stationnaires, ce qui permettra une distribution, le recouvrement des primes et le règlement des sinistres pour un coût plus faible. Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, la coexistence des canaux numériques et traditionnels crée des opportunités pour les modèles hybrides qui associent la mise à l'échelle avec la sophistication des produits. Sur les marchés plus avancés, des niveaux élevés de pénétration bancaire permettent une adoption plus large de l'assurance, soutenant des taux de pénétration globaux plus élevés.

Prises ensemble, les données illustrent un continuum de développement financier à travers le continent, de l'accès mobile à la maturité bancaire. Pour les décideurs politiques et les leaders du secteur, l'impératif stratégique est clair : aligner les cadres réglementaires, l'infrastructure numérique et l'innovation du marché sur ces étapes distinctes de développement sera essentiel pour libérer le plein potentiel de l'inclusion financière et de l'assurance.

DU PASSIF ÉVENTUEL AU RISQUE CONTRÔLÉ : LE POUVOIR DE L'ASSURANCE ET DES DONNÉES

Au-delà des ménages et des entreprises, les implications macroéconomiques sont importantes. Les preuves mises en évidence par l'Alliance for Financial Inclusion montrent que l'assurance inclusive peut sensiblement réduire les passifs budgétaires éventuels des gouvernements. Dans les économies sous-assurées, les chocs déclenchent souvent des emprunts d'urgence, des réaffectations budgétaires et des retards de reconstruction. En revanche, les marchés de l'assurance et de la réassurance bien développés offrent une liquidité préétablie et un financement du risque structuré, permettant une reprise plus rapide et plus prévisible.

Cependant, l'efficacité des mécanismes de transfert des risques dépend en définitive de la disponibilité de données crédibles et de haute qualité. Sans systèmes de données de risque robustes, la tarification devient inefficace et la couverture reste limitée ou inabordable. Pour les décideurs politiques et les autorités de surveillance, investir dans l'infrastructure de données n'est donc pas un exercice technique. C'est la clé de voûte de la gestion des risques budgétaires et de la planification du développement à long terme. Une croissance inclusive nécessite une protection contre les risques qui le soit également. Et cette protection nécessite un risque mesurable.⁴

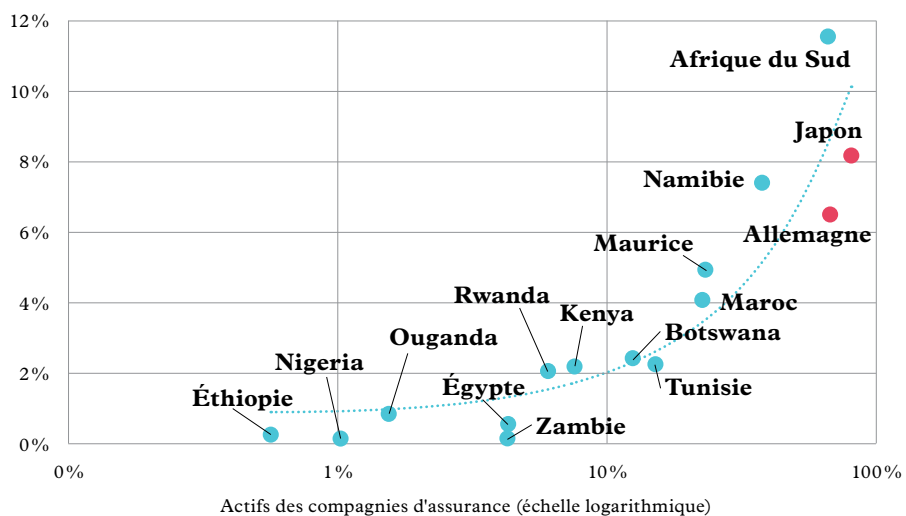
4 Alliance for Financial Inclusion & Access to Insurance Initiative (2018). Inclusive Insurance in National Financial Inclusion Strategies

L'ASSURANCE COMME CATALYSEUR D'INVESTISSEMENT ET DE TRANSFORMATION STRUCTURELLE

L'assurance mobilise des capitaux. Les assureurs-vie accumulent des provisions contractuelles à long terme qui peuvent être investies dans les infrastructures, les obligations souveraines, le financement du logement et l'expansion du secteur privé. Dans les économies africaines où le capital est rare, cette fonction de mobilisation des ressources intérieures est indispensable.

Graphique 4 – Total des actifs des compagnies d'assurance en 2024 par rapport au PIB (%), pénétration totale de l'assurance (%)

Source : Faber Consulting AG, sur la base des rapports réglementaires et sectoriels



Les actifs d'assurance en pourcentage du PIB sont un indicateur clé de l'ampleur, de la profondeur et de la capacité d'investissement à long terme du secteur de l'assurance au sein d'une économie. Les données du graphique 4 mettent en lumière un lien étroit entre la pénétration de l'assurance et l'accumulation d'actifs d'assurance par rapport au PIB sur les marchés africains, mais avec des variations importantes. L'Afrique du Sud (67 % des actifs ; 11,5 % de pénétration) et la Namibie (38 % ; 7,4 %) se distinguent comme les systèmes les plus avancés, où l'assurance joue un rôle systémique dans l'intermédiation financière et la formation de capital à long terme. Maurice (23 % ; 5,0 %) et le Maroc (23 % ; 4,1 %) font également preuve d'un développement relativement profond et équilibré.

En revanche, les grands marchés tels que le Nigeria (1 % ; 0,2 %) et l'Éthiopie (1 % ; 0,3 %) affichent une accumulation minimale d'actifs, reflétant une mise en commun limitée des risques et une capacité limitée à absorber les chocs. Les marchés émergents comme le Kenya et le Botswana évoluent en territoire intermédiaire, ce qui indique des bilans en croissance, mais toujours sous-développés.

Par rapport aux marchés matures tels que l'Allemagne ou le Japon, où des ratios d'actifs élevés sous-tendent la stabilité financière, la plupart des marchés africains restent sous-capitalisés, renforçant la nécessité de faire évoluer l'assurance à la fois en tant qu'amortisseur de risques et en tant qu'investisseur institutionnel.

FAIBLE QUALITÉ DES DONNÉES, RISQUE ÉLEVÉ : LE COÛT DE L'INCERTITUDE

L'assurance permet également l'expansion du crédit. Les banques prêtent avec plus de confiance lorsque les garanties, les cultures, les équipements et les opérations commerciales sont assurés. En souscrivant des risques, les assureurs soutiennent la croissance des MPME, la modernisation et l'industrialisation de l'agriculture.

Cependant, la mobilisation du capital dépend de la confiance dans l'intégrité des données. Les investisseurs, les agences de notation et les réassureurs exigeront les éléments suivants :

- rapports de solvabilité transparents ;
- données fiables sur les sinistres ;
- modélisation crédible des catastrophes ;
- information financière standardisée.

Les écosystèmes de données médiocres augmentent le risque systémique perçu, ce qui peut augmenter le coût du capital et limiter le rôle d'investissement des assureurs.

Les marchés de la réassurance apportent un niveau de stabilité supplémentaire en diversifiant le risque systémique au-delà des frontières nationales. Cependant, la tarification de la réassurance est très sensible à la qualité des données. Des informations d'exposition incomplètes ou des rapports de perte incohérents conduisent à une tarification de précaution, limitant le niveau d'accessibilité financière et la capacité. Par conséquent, l'amélioration de la qualité des données est un levier stratégique pour réduire les coûts de réassurance et accroître la capacité de souscription.

L'ÉCART DE PROTECTION EST EN PARTIE UN ÉCART DE DONNÉES

La croissance des primes à elle seule n'équivaut pas à un impact sur le développement. Les systèmes d'assurance qui servent principalement des segments formels à revenu élevé risquent de creuser les inégalités et de laisser la majorité exposée. Les recherches du CENFRI et de FSD Africa⁵ soulignent la nécessité d'une action réglementaire et commerciale coordonnée pour libérer l'assurance inclusive. La réglementation proportionnelle, l'innovation des produits, l'éducation des consommateurs et la collaboration public-privé sont essentielles. Pourtant, l'innovation est limitée là où les données sont rares.

Exemples :

- produits de micro-assurance manquant de données crédibles sur la segmentation des risques ;
- produits climatiques limités par des stations météorologiques locales insuffisantes ;
- produits de santé contraints par des statistiques de santé incomplètes ;
- assurance MPME affectée par des données d'enregistrement d'entreprise médiocres.

En outre, les données sur les réclamations de mauvaise qualité ralentissent les processus de paiement, minent la confiance et augmentent les coûts administratifs. Des systèmes de réclamation numériques robustes, soutenus par des normes de données interopérables, peuvent réduire considérablement les temps de règlement et les fuites. L'écart de protection est en partie un écart d'infrastructures de données.

Des recherches récentes sur l'innovation en assurance en lien avec le changement climatique soulignent que les assureurs poursuivent de plus en plus des stratégies visant à combler l'écart de protection en élargissant la couverture aux marchés mal desservis. Ces stratégies s'appuient fortement sur les technologies basées sur les données afin de rendre les nouvelles formes d'assurance viables et évolutives.

5 FSD Africa / CENFRI (octobre 2019) : Insurance for inclusive and sustainable growth: Imperatives for action from a four-country synthesis (en anglais)<https://fsdafrica.org/wp-content/uploads/2019/10/Insurance-for-growth-01.10.19.pdf>

Dans la pratique, cela implique le développement de produits d'assurance innovants adaptés aux risques climatiques et aux moyens de subsistance, y compris des solutions d'assurance paramétrique et de micro-assurance. Ces produits sont conçus pour atteindre les populations mal desservies telles que les petits exploitants agricoles, les communautés côtières et les ménages à faible revenu, des groupes souvent exclus des marchés traditionnels de l'assurance.

L'analyse avancée des données joue un rôle crucial. L'amélioration de la modélisation des risques basée sur l'imagerie satellitaire, les données climatiques et les enregistrements numériques permet aux assureurs d'évaluer les risques avec précision et de fixer le prix des produits à un niveau abordable. En parallèle, les partenariats écosystémiques entre les assureurs, les réassureurs, les assurtechs et les fournisseurs de technologie sont de plus en plus importants pour associer l'expertise en matière de risque avec les capacités numériques.

Les données des marchés émergents montrent que de telles approches peuvent considérablement élargir l'accès à la protection financière. Par exemple, des produits de micro-assurance climatique ont été développés pour les agriculteurs et les pêcheurs des nations insulaires du Pacifique⁶, proposant des règlements rapides après une catastrophe dans des contextes où la couverture d'assurance traditionnelle est largement absente.

Pour l'Afrique, cette logique s'aligne étroitement sur les objectifs de développement inclusif de l'assurance. Les technologies basées sur les données peuvent réduire les coûts de distribution, permettre une modélisation plus précise des risques et soutenir de nouveaux canaux de distribution. Autant de facteurs rendant économiquement viable l'assurance des populations vulnérables auparavant considérées comme trop coûteuses ou risquées à servir.

6 The Geneva Papers on Risk and Insurance - Issues and Practice (2026): Closing the protection gap or prioritising prevention: alternative value creation strategies based on data-driven technologies in the context of insurance companies' climate change actions (en anglais)

Pour combler l'écart de protection, il faut donc plus que de l'innovation produit. Cela nécessite également des bases de données plus solides qui permettent aux modèles d'assurance inclusifs de fonctionner efficacement.

Les priorités clés comprennent :

- normes de données transparentes et robustes pour les ensembles de données pertinents pour l'assurance ;
- cadres de partage de données public-privé ;
- investissement dans les systèmes météorologiques et géospatiaux ;
- systèmes d'identification et d'adresse numériques ;
- harmonisation des rapports de surveillance ;
- des garanties solides en matière de gouvernance et de protection des données.

La confiance est fondamentale. Par conséquent, l'assurance axée sur les données doit fonctionner dans des cadres clairs de protection des consommateurs pour assurer la transparence, l'équité et l'utilisation éthique.

DE L'EXPOSITION AUX RISQUES À L'INTELLIGENCE DES RISQUES

De toute évidence, l'Afrique ne manque pas de risques, mais d'une infrastructure fiable de renseignement sur les risques.

- Là où les risques sont opaques, l'assurance recule.
- Lorsque les risques sont mesurables, les marchés se développent.
- Lorsque les marchés se développent de manière inclusive, la croissance devient plus résiliente.

L'assurance remplit simultanément deux fonctions essentielles :

1. Au niveau microéconomique, elle empêche les ménages et les entreprises de sombrer dans les répliques de la pauvreté.
2. Au niveau macro, elle mobilise des capitaux, stabilise les finances publiques et renforce les systèmes financiers.

Les deux fonctions dépendent des données.

LIBÉRER UNE CROISSANCE INCLUSIVE EN TRAITANT LES DONNÉES COMME UN ATOUT STRATÉGIQUE

En 2022, une étude de Deloitte⁷ a mis en évidence l'écart persistant entre la quantité de données que possèdent les assureurs et la valeur qu'ils en tirent. Trop souvent, les données sont traitées comme un sous-produit des opérations ou une dépense à court terme liée à des projets isolés, plutôt que comme un actif stratégique à même de générer de la valeur à long terme pour l'entreprise. Cet état d'esprit, combiné à des systèmes fragmentés, à un partage limité des données et à des lacunes en matière de capacités, empêche les assureurs de tirer pleinement parti des données pour stimuler l'innovation, la croissance et la différenciation concurrentielle.

Dépasser cette contrainte nécessite une mutation structurelle. Les assureurs doivent passer d'environnements de données cloisonnés et spécifiques à une fonction à des écosystèmes de données intégrés à l'échelle de l'entreprise où les informations sont accessibles, fiables et exploitables. Cela comprend l'investissement dans la qualité des données, l'interopérabilité et la gouvernance, tout en intégrant l'analyse dans les processus décisionnels de base dans la souscription, les sinistres, le développement de produits et la distribution. La dimension humaine est tout aussi importante. Il s'agit de renforcer la maîtrise des données, de favoriser la collaboration entre les fonctions et d'aligner les attentes en matière de leadership sur la nature à long terme des investissements dans les données.

Dans le contexte africain, ces informations ont des implications directes pour faire progresser l'assurance inclusive axée sur les données en tant que catalyseur du développement économique. De nombreux marchés sont confrontés à des limitations structurelles en matière de données, telles que des dossiers fragmentés, des jeux de données historiques limités et une faible interopérabilité. Répondre à ces contraintes n'est donc pas seulement une priorité opérationnelle, mais un impératif de développement.

En traitant les données comme un atout stratégique, les assureurs en Afrique peuvent améliorer la compréhension des risques, réduire les coûts transactionnels et concevoir des produits plus accessibles et plus pertinents. Cela permet une couverture des risques plus large, soutient l'entrepreneuriat et renforce la résilience face aux chocs. En ce sens, la construction d'écosystèmes de données robustes ne consiste pas seulement à améliorer la performance de l'assurance. Il s'agit également de poser les bases d'une croissance économique plus inclusive et durable.

⁷ Deloitte (2022), How to walk the talk by treating insurer data as a strategic asset, Deloitte Insights (en anglais). Disponible sur : <https://www.deloitte.com/us/en/insights/industry/financial-services/insurance-data-as-a-strategic-asset.html>

ALIMENTER LE MOTEUR DE CROISSANCE DE L'AFRIQUE : L'ESSOR DE L'ASSURANCE INCLUSIVE AXÉE SUR LES DONNÉES

L'évolution des modèles commerciaux de l'assurance, en particulier grâce à l'intégration de capitaux privés et de capacités d'investissement avancées, permet de tirer de précieux enseignements dans la quête de l'Afrique d'une assurance inclusive axée sur les données. Comme le souligne l'article « Private capital in insurance 2.0: Building the flywheel »⁸, les assureurs adoptent de plus en plus une approche de « volant d'inertie vertueux » dans laquelle la mise à l'échelle, la gestion des investissements et l'efficacité du capital se renforcent mutuellement pour stimuler une croissance durable. Alors que le contexte initial se concentre sur les marchés matures, les principes sous-jacents sont très pertinents pour les marchés africains qui cherchent à étendre la pénétration de l'assurance et à libérer la valeur économique.

Au cœur de ce volant se trouve la possibilité d'émettre des polices d'assurance et des rentes à grande échelle. Le passage à l'échelle de l'émission de polices élargit non seulement la couverture, mais crée également des jeux de données enrichis qui peuvent être utilisés pour affiner la souscription, améliorer la sélection des risques et concevoir des produits plus inclusifs adaptés aux populations mal desservies. En Afrique, où les secteurs informels dominent et où les sources de données traditionnelles sont limitées, l'exploitation de données alternatives, telles que l'utilisation mobile, l'imagerie satellite ou les indicateurs agricoles, peut permettre aux assureurs d'étendre la protection à des segments auparavant non assurables.

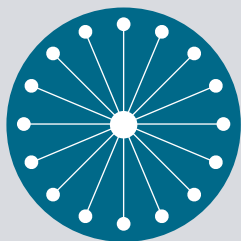
Le rôle de la gestion différenciée des investissements est tout aussi important : les assureurs peuvent améliorer les rendements en investissant dans diverses classes d'actifs et en développant des capacités d'analyse sophistiquées. Dans un contexte africain, cela se traduit par une opportunité de canaliser les capitaux d'assurance vers des secteurs productifs tels que les infrastructures, l'agriculture et les MPME. Guidés par des analyses de données robustes, ces investissements améliorent non seulement les performances financières des assureurs, mais stimulent également un développement économique plus large, créant une boucle de renforcement entre la croissance des assurances et la résilience économique.

La flexibilité du capital, troisième pilier du volant d'inertie, souligne en outre l'importance des partenariats innovants. En mobilisant des capitaux de tiers et en tirant parti des informations basées sur les données, les assureurs africains peuvent réduire les risques liés aux investissements et développer plus rapidement des produits inclusifs. Cette capacité est primordiale sur les marchés où les contraintes de capital et la fragmentation réglementaire limitent souvent la croissance.

In fine, le caractère d'auto-renforcement du volant d'inertie, où davantage de politiques génèrent plus de données, améliorant les décisions de tarification et d'investissement, conduisant à une plus grande accessibilité et à une plus grande adoption, illustre la façon dont l'assurance inclusive axée sur les données peut agir comme catalyseur de la croissance économique. Pour les décideurs politiques et les leaders africains du secteur, l'impératif est clair : construire des écosystèmes qui permettent le partage des données, favorisent l'innovation et attirent les capitaux, reproduisant et adaptant ainsi ce volant aux réalités locales.

⁸ Reich, A., Balasubramanian, R., Torbey, H., et Zhao, Y. (2024). Private capital in insurance 2.0: Building the flywheel. McKinsey & Company, juin 2024, en anglais.

Enquête : Pratiques et tendances en matière de données dans l'assurance et la réassurance en Afrique



INTRODUCTION

Le questionnaire – élaboré par Faber Consulting – consistait en un entretien de 30 minutes avec des questions organisées autour de ces thèmes centraux : les pratiques actuelles en matière de données (sources et inefficacités), les arguments en faveur de la normalisation (valeur stratégique, obstacles, impact des lacunes de données, cas d'usage prioritaires) et l'impact de la qualité médiocre des données sur les marchés de l'assurance et de la réassurance. Les réponses associaient des notations quantitatives et des classements avec des commentaires ouverts, permettant à la fois une comparaison statistique et l'éclairage par des informations contextuelles.

Les entretiens ont été conduits en mars et avril 2026. Dix-sept organisations du marché africain de l'assurance et de la réassurance y ont participé. Les réassureurs étaient majoritaires (9 sur 17), suivis de sept assureurs et d'un courtier international.

Parmi les répondants figurent des spécialistes nationaux aux côtés de participants régionaux, panafricains et internationaux, couvrant l'Afrique subsaharienne et l'Afrique du Nord. Tout le continent est représenté : de l'Afrique de l'Ouest (Nigeria, Ghana, Côte d'Ivoire) à l'Afrique de l'Est (Kenya, Éthiopie) et de l'Afrique australe (Angola, Namibie) à l'Afrique du Nord (Algérie, Maroc, Tunisie).

L'Organisation des Assurances Africaines et Faber Consulting remercient chaleureusement les entreprises suivantes pour leur participation inestimable :

1. African Reinsurance Corporation
2. Allianz Re
3. African Risk Capacity Group
4. Compagnie d'Assurance Transport
5. Compagnie Centrale de Réassurance
6. EIIGeo Re
7. ENSA
8. Ethiopian Re
9. Ghana Union Assurance
10. Guy Carpenter
11. Assurance Leadway
12. Mulemba Re
13. Namib Re
14. NEM
15. SAA Assurance
16. Tunis Re
17. ZEP Re

RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

LA PRIORITÉ UNIVERSELLE : PAS DE STRATÉGIE FIABLE SANS DONNÉES

Graphique 5 – Quelle est l'importance des données d'assurance de haute qualité pour la mise en œuvre de la stratégie de votre organisation ? (1 = pas importante, 5 = critique)

Critique		17
Très importante	0	
Moyennement importante	0	
Peu importante	0	
Pas importante	0	

Les données sont au cœur de toutes les assurances. Sans accès à des données fiables et cohérentes, nous ne pouvons pas évaluer correctement les risques, jauger l'appétit pour le risque, le tarifer, gérer les sinistres, gérer les concentrations, piloter notre portefeuille ou détecter les fraudes. Dans l'assurance agricole par exemple, nous sommes en mesure de nous procurer des données auprès de fournisseurs tels que les services et stations météorologiques et les fournisseurs d'imagerie satellite. Cependant, cela ne couvre que nos besoins en données en matière de fréquence des événements. En vue de mesurer leur gravité quantitative – l'impact d'un événement sur le rendement par exemple – il nous faut des données locales pour vérifier la vérité du terrain. Dans le cas de l'agriculture commerciale, vous pouvez contourner le problème et estimer les données de risque d'approvisionnement des agriculteurs comme les engrais et les données de rendement des semences achetées, etc. Pour les petits agriculteurs, cependant, ce type de données est souvent absent, et ils n'ont donc pas d'assurance la plupart du temps.

Lovemore Forichi | Souscripteur principal Agriculture | Allianz SE Réassurance

« En assurance paramétrique, la donnée est la solution. Sans elle, il n'y a pas de produit. Si les données sont erronées, le paiement n'est pas adéquat et nous avons échoué à protéger les personnes mêmes dont la protection est la raison même de notre existence. C'est pourquoi African Risk Capacity s'engage pleinement à devenir le centre d'excellence de l'Afrique pour les données d'assurance climatique. »

David Maslo | PDG | African Risk Capacity

Enquête : « Pratiques et tendances en matière de données dans l'assurance et la réassurance en Afrique »

Les 17 organisations participantes ont toutes estimé que des données d'assurance de haute qualité étaient essentielles à leur stratégie. Pas un seul répondant n'a choisi de notation inférieure. Cette unanimité est remarquable et souligne à quel point ce problème est pressant sur le marché africain de l'assurance et de la réassurance.

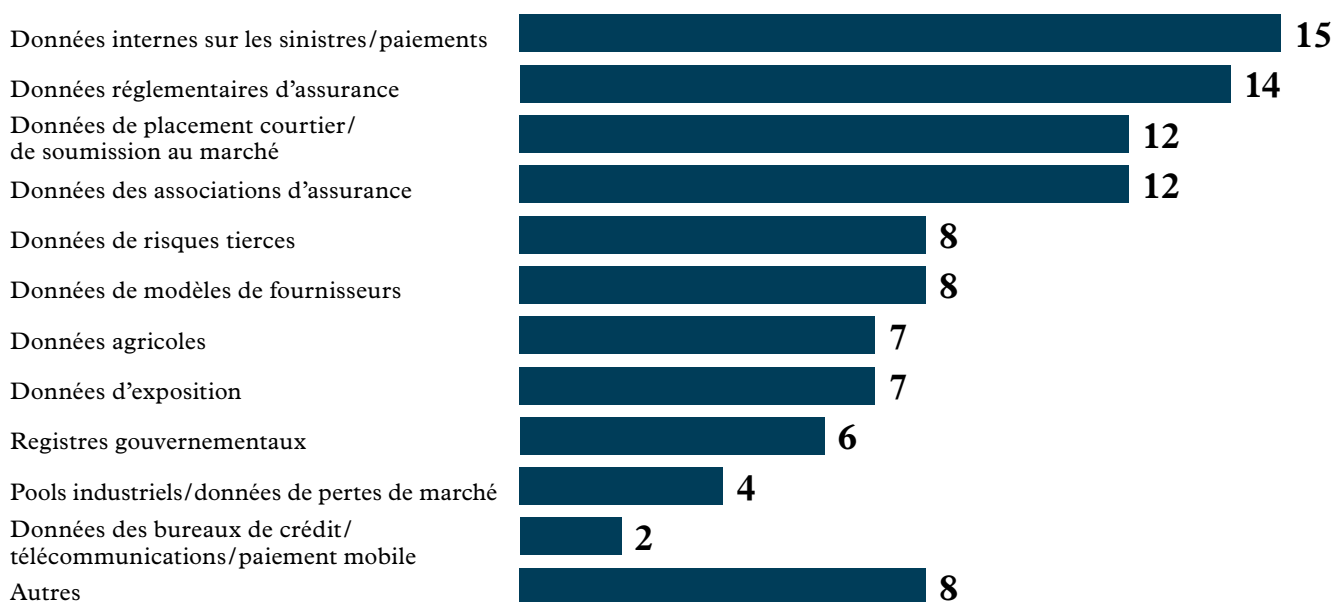
Les répondants ont expliqué l'importance critique des données à travers ces principaux arguments :

1. **Nécessité opérationnelle** : les données sont au centre de l'activité des assurances. Sans elles, les assureurs ne peuvent pas évaluer le risque, fixer le prix avec précision, gérer les sinistres, détecter les fraudes ou suivre les performances. En d'autres termes, les données sous-tendent chaque fonction de base.
2. **La qualité l'emporte sur la quantité** : des données de mauvaise qualité peuvent être pires que l'absence de données. Des données erronées faussent les modèles, génèrent des règlements inexacts et minent la crédibilité.
3. **La normalisation comme impératif de gouvernance** : la qualité de données individuelles ne suffit pas. En l'absence de définitions et de métriques standardisées pour toutes les entreprises, l'analyse comparative n'a pas de sens et les régulateurs ne peuvent pas évaluer le risque systémique sur leurs marchés. Il s'agit d'un problème d'action collective nécessitant une comparabilité à l'échelle du secteur.
4. **Différence de maturité du marché** : certains acteurs du marché n'identifient pas le lien entre la qualité des données et l'importance pour le développement. Sans cette prise de conscience, les cadres technologiques et de gouvernance ne seront ni adoptés ni maintenus.
5. **Innovation dépendante des données** : à mesure que les marchés développent de nouvelles solutions, la qualité des données devient centrale. L'assurance paramétrique en est un exemple : par nature basée sur des modèles, elle est particulièrement vulnérable aux défauts de données. Au fur et à mesure que le marché adopte des instruments plus sophistiqués, cette dépendance s'intensifie.
6. **Avantage concurrentiel** : les organisations disposant d'un meilleur accès aux données (par le biais de sources exclusives, de partenariats ou de réseaux mondiaux) acquièrent un avantage stratégique en matière de tarification, de contrôle des risques, d'allocation du capital et d'anticipation du marché. La qualité des données devient un facteur de différenciation.

Cette unanimité au sein d'un groupe aussi diversifié (différents modèles commerciaux, zones géographiques et tailles de marché) en fait l'une des conclusions les plus claires de l'enquête : la qualité des données est essentielle au fonctionnement et à la compétitivité de ces organisations.

DES DONNÉES RÉDUITES À LA PORTION CONGRUE DANS UN SECTEUR QUI EN EST GOURMAND

Graphique 6 – Quelles sources de données utilisez-vous actuellement ?
(Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent)



Enquête : « Pratiques et tendances en matière de données dans l'assurance et la réassurance en Afrique »

Les organisations interrogées dans le cadre de cette enquête s'appuient majoritairement sur leurs propres données exclusives, suivies des sources réglementaires et du marché, tandis que les sources de données tierces et alternatives sont exploitées moins fréquemment. Il en résulte un régime de données peu transparent et dépendant des ressources internes et des sources publiques.

Concrètement, la source de données la plus souvent répertoriée est les données internes sur les sinistres et les règlements, utilisées par 15 des 17 organisations. Ces réponses confirment que les données exclusives restent le fondement principal de l'évaluation des risques et de la tarification. Les organisations font le plus confiance à ces données parce qu'elles les ont collectées elles-mêmes. L'une d'entre elles illustre cette approche : construire des modèles sur des décennies de données opérationnelles et de sinistres entièrement numérisées, puis les renforcer avec des sources externes pour gérer les risques, assurer la conformité, stimuler l'innovation et réduire les erreurs. Il convient de noter que, bien que l'enquête n'ait pas exploré explicitement la qualité des données internes, plusieurs participants ont indiqué que l'exhaustivité et l'exactitude de leurs propres ensembles de données restaient problématiques. En effet, certaines données sont manquantes, des saisies incorrectes et des enregistrements incomplets, entravant leur capacité à bâtir des modèles robustes.

Au-delà des données internes, les répondants s'appuient sur un deuxième niveau de sources. Les données réglementaires (14 organisations) offrent une vue complète et uniforme sur l'ensemble d'un marché, bien qu'elles soient structurées autour de la conformité plutôt que de l'utilisation analytique. Les données de placement des courtiers et de présentation au marché (12) consignent ce qui est négocié sur le marché, donnant une perspective pratique sur la dynamique concurrentielle et l'appétit pour le risque. Les données des associations d'assurance (12) fournissent des statistiques sectorielles agrégées et des indicateurs de tendance, utiles pour l'analyse comparative, mais tributaires de la qualité des rapports des membres.

Le problème est aigu : certaines de ces sources externes largement utilisées sont précisément celles étant signalées comme peu fiables ou lentes. Un participant a noté que les données réglementaires et d'association arrivent trop tard pour être exploitables et il s'oriente déjà vers la génération de données en temps réel de manière indépendante.

D'autres sources de données externes et alternatives ne sont pas encore largement adoptées. Seuls huit participants s'appuient sur des modèles de risques ou de fournisseurs tiers, et seulement quatre utilisent des bases de données sur les pertes du secteur. D'autres données comme celles du bureau de crédit, des télécommunications et du paiement mobile sont utilisées par deux participants, bien que l'infrastructure financière mobile soit l'un des actifs de données les plus développés d'Afrique.

La catégorie « Autres » (8 réponses) répertorie différentes sources utilisées par notre panel : les rétrocessionnaires, les données économiques de la banque centrale, les sources sectorielles telles que le pétrole et le gaz, les données satellitaires pour l'agriculture et les références internationales telles que les réassureurs internationaux et les recherches des agences de notation.

Le tableau d'ensemble est un marché qui s'appuie fortement sur ses propres ressources et, au-delà de celles-ci, s'appuie sur des sources largement accessibles, mais parfois lentes et mal standardisées.

La gestion des données comme stratégie concurrentielle : intégration de l'analyse et de l'expertise humaine aux marchés de l'assurance matures⁹

Les marchés d'assurance matures admettent que le volume de données n'est précieux que si les organisations ont la capacité d'en extraire des informations exploitables. Les principaux assureurs combinent de vastes ensembles de données exclusifs avec des sources tierces soigneusement sélectionnées, telles que la télématique, la météo, la santé, la propriété, les médias sociaux et les informations géospatiales, afin d'identifier les attributs de risque non visibles dans les demandes de souscription standard. Ces sources externes aident les assureurs à évaluer les risques plus précisément, à détecter les fraudes et à améliorer l'expérience client, permettant une prise de décision plus rapide et une meilleure segmentation des risques. Plutôt que de regrouper les assurés, les assureurs utilisent de plus en plus l'analyse prédictive pour développer une tarification spécifique aux assurés basée sur des profils de risque détaillés. Cette évolution intensifie la concurrence alors que les opérateurs recherchent des avantages exclusifs en matière de données par rapport à leurs concurrents.

L'IA et les analyses avancées accélèrent cette transformation. Les assureurs intégrant l'IA dans leurs stratégies peuvent rapidement évaluer de grands ensembles de données pour éclairer les décisions de souscription et de tarification, tandis que ceux qui accusent du retard risquent le désavantage concurrentiel. Cependant, l'élément humain reste essentiel : les données sont positionnées comme un outil pour améliorer le jugement du souscripteur plutôt que de le remplacer, permettant aux entreprises de superposer des données objectives à une expertise professionnelle pour prendre des décisions finales. Cet équilibre entre automatisation et supervision humaine reflète une approche mature de la gouvernance des données absente sur les marchés avec une infrastructure analytique moins développée.

Le facteur de différenciation clé est la capacité organisationnelle à extraire de la valeur dans la complexité des données. Les assureurs qui réussissent développent des stratégies de données complètes qui alignent les prix et les conditions sur des risques spécifiques, créant ainsi des avantages concurrentiels et des partenariats plus solides. Cela contraste fortement avec ceux qui s'appuient principalement sur des dossiers internes et des sources publiques lentes et normalisées, une position qui limite leur capacité à innover ou à réagir dynamiquement aux changements du marché.

⁹ Nationwide, Moving the needle: How data trends will drive innovation in the insurance industry 2024

Enquête : « Pratiques et tendances en matière de données dans l'assurance et la réassurance en Afrique »

« La crédibilité du secteur dépend de la qualité des données. Nous devons établir des protocoles robustes de sécurité des données et normaliser les définitions de qualité des données pour obtenir des mesures comparables. Sans cela, ni les assureurs ni les régulateurs ne pourront voir ce qui se passe réellement sur nos marchés. »

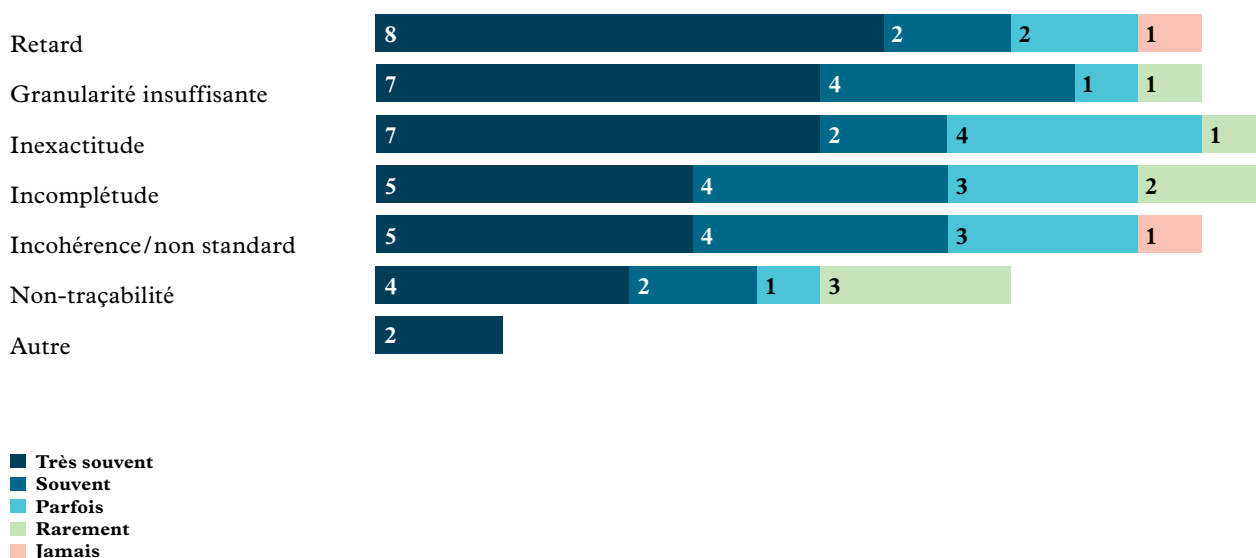
Bachir Badou | PDG | Compagnie d'Assurance Transport

« Dans un marché incertain et hautement concurrentiel, la qualité des données est une nécessité stratégique. Elle nous permet de maîtriser nos risques avec précision, d'optimiser l'allocation de notre capital et de construire une stratégie durable fondée sur une réalité fiable et actualisée. C'est ainsi que nous anticipons les évolutions du marché plutôt que de les subir. »

Abdallah BENSEIDI | PDG | CCR

L'INEFFICACITÉ DES DONNÉES EST LA NORME, PAS L'EXCEPTION

Graphique 7 – Quelles inefficacités liées aux données rencontrez-vous généralement sur votre (vos) marché(s) ? (1 = très souvent, 5 = jamais)



La question sur l'inefficacité des données révèle non pas des lacunes isolées, mais un problème systémique couvrant toutes les dimensions mesurées. Lorsqu'elles sont pondérées par la fréquence, des données à la granularité insuffisante et non actuelles émergent comme les deux inefficacités les plus persistantes. La granularité est citée comme très fréquente par sept participants, quatre autres la rencontrant souvent, ce qui signifie que onze répondants sur treize la traitent régulièrement. Le tableau est similaire côté retard d'actualisation des données : huit en font état très fréquemment, soulignant que l'actualité est autant un problème structurel qu'un problème de qualité.

L'inexactitude se classe très loin derrière, sept participants la rencontrant très fréquemment. Son impact est aggravé par une répartition plus large dans la catégorie « parfois », ce qui suggère que sa gravité est moins systématique, mais largement présente. Un participant a cité un exemple de conséquence directe : l'inexactitude oblige les organisations à compléter les données du marché avec leurs propres recherches, et ce juste pour estimer le risque sous-jacent. L'exemple des données de mortalité sud-africaines utilisées comme estimation pour le Ghana montre à quel point certains marchés sont éloignés des données locales.

Enquête : « Pratiques et tendances en matière de données dans l'assurance et la réassurance en Afrique »

Le manque d'exhaustivité et la non-standardisation affichent des profils quasi identiques. Les deux sont signalés comme très fréquents ou fréquents par neuf répondants, confirmant qu'il s'agit de conditions généralisées sur le marché, et non de problèmes isolés. La non-traçabilité est un peu moins fréquente, mais affecte toujours la majorité, soulevant des questions sur les pistes d'audit et la possibilité de valider les données à la source.

Deux répondants signalent des problèmes dans toutes les catégories : volume de données généralement lacunaire et une fiabilité des données si faible qu'elle remet en question la source dans son intégralité. Ces deux facteurs soulignent des problématiques plus fondamentales que toute inefficacité listée ici.

Prises ensemble, ces réponses montrent que les problèmes de données ne sont pas l'exception, mais la norme sur ces marchés. Les organisations jonglent au quotidien avec ces difficultés, avec des conséquences sur la tarification, les provisions et l'évaluation des risques tout au long de la chaîne de valeur.

« L'assurance inclusive dépend de notre capacité à comprendre les risques à un niveau granulaire. Sans données fiables, nous surévaluons et excluons les gens, ou sous-évaluons et compromettons la durabilité. »

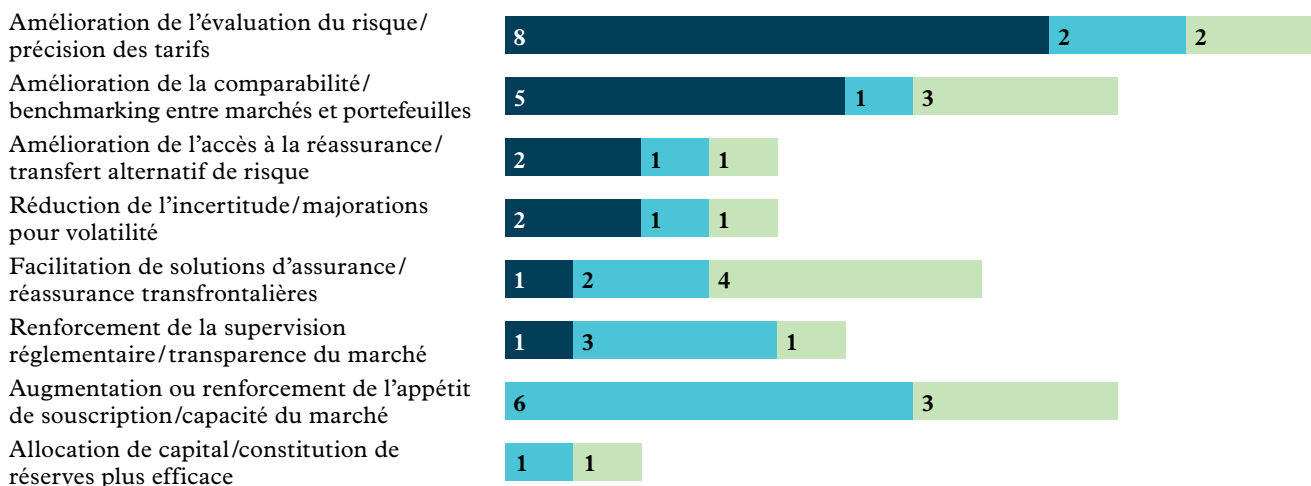
Jean-Alain Francis | PDG | EIIGeo Re

« Les données sont le nouveau pétrole, et la taille de l'Afrique dans ce domaine est énorme. Actuellement, l'Afrique communique avec le reste du monde, mais manque de communication interne et de partage de données sur le continent. En construisant un écosystème de données intra-africain, nous pouvons développer une meilleure compréhension du risque africain, ce qui nous permettra de souscrire et de tarifer l'assurance plus efficacement sur les marchés africains et de stimuler la croissance du secteur à l'échelle du continent. »

Eng. Mário Mota Lemos | PDG | ENSA

LE MARCHÉ CONSIDÈRE L'HARMONISATION DES DONNÉES COMME UNE CONDITION PRÉALABLE À L'EXPANSION

Graphique 8 – Quelle serait la valeur stratégique de la normalisation/harmonisation des données entre pays en Afrique ? (Veuillez indiquer le classement des trois valeurs les plus importantes pour vous ; 1 = la plus élevée)



■ 1^{re} (la plus élevée)
 ■ 2^e
 ■ 3^e

« Le manque de données nous affecte de multiples façons. De toute évidence, cela entrave notre capacité à évaluer et à cartographier les risques de manière adéquate, provoque des erreurs de tarification, limite notre appétit au risque et réduit notre rentabilité. Cela impacte également nos stratégies commerciales et nous limite par conséquent dans notre expansion et définit le type d'activité que nous sommes en mesure de souscrire en toute confiance. Cela réduit également quelque peu notre utilisation efficace de notre capital, car nos réassureurs sont moins disposés à souscrire avec des données non concluantes. Cela nous empêche également d'exploiter le marché des capitaux pour des transactions de risques alternatives. Enfin, même dans le marketing et les ventes, lorsque nous voulons comprendre notre cycle de vie client ou notre expérience client, nous rencontrons des difficultés à fournir le produit parfaitement adapté, car nous devons nous contenter de données qui manquent souvent de granularité et de précision. »

Aretha Duku | Directeur général | Ghana Union Assurance

Enquête : « Pratiques et tendances en matière de données dans l'assurance et la réassurance en Afrique »

« Amélioration de l'évaluation des risques et de la précision des prix » domine, citée à huit reprises à la première place. C'est de loin la valeur la plus élevée de toutes les catégories. Ce n'est pas surprenant : ce facteur est au cœur de l'activité assureurs et les réassureurs. Sans données harmonisées, la comparaison des risques entre les marchés relève de la conjecture, et la tarification reflète l'incertitude plutôt que des preuves. Pour les répondants, la standardisation traduit avant tout un besoin de mieux faire le travail de base.

« Amélioration de la comparabilité et de l'analyse comparative » se classe clairement en deuxième position, citée cinq fois à la première place. Le marché africain opère dans plus de 50 environnements réglementaires avec des normes de reporting incohérentes. L'incapacité à mesurer la performance sur tous les marchés constitue un véritable angle mort stratégique.

« Augmentation de l'appétit pour la souscription et de la capacité du marché » produit un résultat frappant : citée six fois au total, elle n'est jamais classée à la première place. Cette valeur est systématiquement choisie comme avantage secondaire, jamais comme facteur principal. Le marché reconnaît que de meilleures données attireraient plus de capacité et élargiraient la base de souscription, mais traite ce point comme une conséquence en aval de la fixation des fondamentaux, et non comme un objectif à poursuivre directement à ce stade.

« Facilitation des solutions d'assurance et de réassurance transfrontalières » se classe au dernier rang, mentionnée une seule fois à la première place, mais le plus souvent en troisième. Les acteurs reconnaissent son potentiel, mais elle est considérée comme un avantage structurel à long terme découlant des améliorations opérationnelles déjà apportées. La surveillance réglementaire, l'accès à la réassurance et la réduction de la volatilité obtiennent des notes moyennes et disparates. Ces facteurs sont présents, mais ne sont pas prioritaires pour la majorité des personnes interrogées.

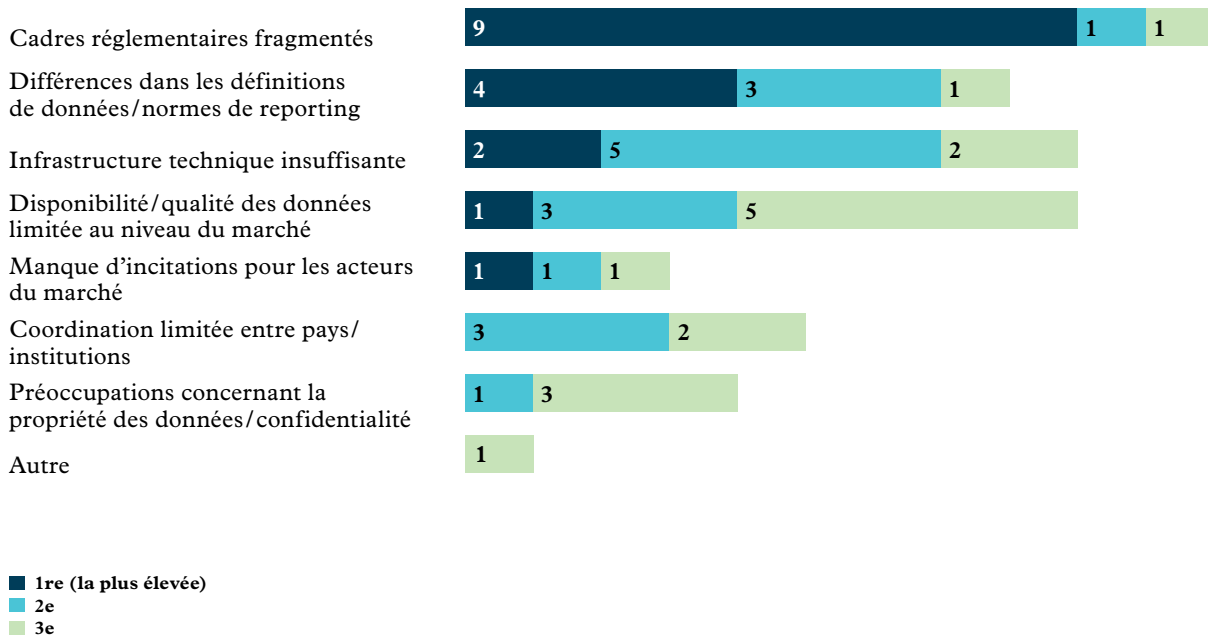
La hiérarchie est cohérente : améliorer la tarification, permettre l'analyse comparative, puis laisser le développement du marché suivre. Le groupe interrogé ne voit pas encore la standardisation comme une perspective pour l'ensemble du continent. Il y voit plutôt un instrument pratique pour améliorer la souscription des risques aujourd'hui.

« L'amélioration de la disponibilité et des utilisations des données en Afrique va au cœur même de la capacité à développer des solutions proportionnées, aidant ainsi l'industrie à améliorer l'assurabilité et à combler les lacunes en matière de protection. »

Fikru Tsegaye | Directeur général, Stratégie et développement commercial | Ethiopian Re

CADRES RÉGLEMENTAIRES FRAGMENTÉS : LE PRINCIPAL OBSTACLE À L'HARMONISATION DES DONNÉES

Graphique 9 – Quels sont les principaux obstacles à la normalisation/harmonisation des données d'assurance en Afrique ? (Veuillez indiquer le classement des trois valeurs les plus importantes pour vous ; 1 = la plus élevée)



La fragmentation des cadres réglementaires constitue le principal obstacle à une plus grande harmonisation des données, cité à neuf reprises en première place des onze mentions dans cette catégorie. Comparée aux autres, c'est la principale barrière, et de loin. Dans plus de 50 pays d'Afrique, la réglementation des assurances reste largement nationale, sans cadre de surveillance harmonisé pour ancrer des normes communes en matière de données. Les répondants demandent aux régulateurs de définir le type et la qualité des données requises et de s'assurer de leur obtention, de leur suivi et de leur analyse de manière cohérente et en temps opportun.

Les différences dans les définitions des données et les normes de reporting se classent au deuxième rang, mentionnées quatre fois au premier rang et trois fois au second. L'absence d'un cadre de reporting unifié n'est pas seulement pénible. Un participant soutient que cela fait augmenter directement le coût de l'assurance africaine en laissant les réassureurs mondiaux avec une connaissance insuffisante du risque africain, les obligeant à appliquer des primes prudentes que les marchés locaux doivent absorber. Une base de données commune sur les risques est, de ce point de vue, un instrument stratégique pour réduire la dépendance externe.

Le caractère insuffisant de l'infrastructure technique est systématiquement classé au troisième rang. C'est un problème jugé réel, mais qu'il est possible de traiter. Un commentaire ajoute une nuance : les progrès technologiques sont plus lents que prévu et perçus comme trop coûteux, ce qui supprime les investissements même lorsque le besoin est reconnu. Pourtant, un participant offre un contrepoint plus optimiste : si une plate-forme ou une norme crédible est mise en place, les marchés l'utiliseront.

La disponibilité et la qualité limitées des données se classent principalement au troisième rang. Cela renforce l'opinion de ce groupe selon laquelle le peu de données disponibles est un symptôme de défaillances structurelles. Les biais humains dans la collecte de données compromettent la qualité à la source, la granularité reste insuffisante et le processus de souscription lui-même manque d'incitations à exiger de meilleures données. Une des personnes interrogées propose une solution : offrir des remises de primes aux clients qui fournissent de meilleures données.

Les préoccupations concernant la propriété et la confidentialité des données demeurent un fil rouge. Le suivi de la fraude est cité comme l'une des rares incitations suffisamment fortes pour rendre le partage de données attrayant pour les acteurs de ce marché concurrentiel.

Le chemin vers la normalisation passe par la réglementation, la propriété et les incitations – dans cet ordre. Le panel interrogé n'attend pas de solution technologique. Ce qui manque, c'est un acteur prêt à assumer la responsabilité de la construction de l'infrastructure et d'un cadre qui en vaille la peine.

Les efforts d'harmonisation de la réglementation des assurances à travers le continent africain

Le rôle émergent de la ZLECAf

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) englobe plus de 50 pays africains avec une population de marché de 1,2 milliard d'habitants en 2024 et un PIB combiné de 3 000 milliards de dollars. Toutefois, elle fait face à des obstacles importants en raison de la fragmentation de la réglementation sur les marchés africains de l'assurance. Cette fragmentation représente la principale contrainte de l'Afrique en matière d'opérations d'assurance transfrontalières.

Les régulateurs travaillent à l'harmonisation des normes de licence, des référentiels de capital et de la supervision coordonnée des groupes d'assurance multinationaux dans le cadre de la ZLECAf, bien que cet alignement augmente la complexité de la conformité pour les assureurs évoluant dans plusieurs juridictions.¹⁰ Mais les progrès sont lents. Le rythme de mise en œuvre de la ZLECAf, en particulier dans les domaines des douanes, de la logistique et de l'harmonisation réglementaire, a été moins rapide que prévu.¹¹

Modèles d'harmonisation régionale

Trois modèles d'harmonisation distincts opèrent en Afrique, chacun reflétant des approches de gouvernance différentes.

1. CIMA (approche centralisée)

La CIMA (Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances) a été créée en 1992 pour harmoniser la réglementation des assurances pour 14 pays principalement francophones d'Afrique subsaharienne. Elle a établi un code des assurances dédié qui regroupe pratiquement tous les pouvoirs de surveillance, législatifs et réglementaires en matière d'assurance dans un cadre de règles unifiées, bien que chaque État membre conserve son propre régulateur.¹²

2. CAE (approche de reconnaissance mutuelle)

La Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) a adopté un modèle de réglementation coopérative qui donne la priorité aux accords de reconnaissance mutuelle entre ses États membres. Il permet aux assureurs d'opérer au-delà des frontières tout en respectant les juridictions réglementaires nationales. Cette approche permet un certain degré d'harmonisation sans nécessiter une uniformité réglementaire complète, ce qui est bénéfique compte tenu des conditions économiques différentes des membres de la CAE.¹³

3. SADC (approche d'intégration flexible)

La SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe) représente une troisième initiative régionale, mais avec des structures d'harmonisation moins formalisées que la CIMA ou la CAE. Les recherches étudiant les modèles régionaux suggèrent que la ZLECAf pourrait bénéficier d'un cadre combinant surveillance centrale et adaptabilité locale, semblable au modèle de l'UE, mais nuancé pour le contexte africain.¹⁴

L'industrie appelle à l'action

Le secteur africain de l'assurance est optimiste quant au potentiel de la ZLECAf, mais souhaite que l'intégration et l'harmonisation des réglementations en matière d'assurance, permettant une expansion géographique pour le passage à l'échelle, soient identifiées comme la priorité absolue des assureurs et des réassureurs cherchant à diversifier leurs portefeuilles sur des marchés fragmentés.¹⁵

10 Indepth Research Institute, The Ultimate Guide: Africa's Insurance Regulatory Changes in 2026, février 2026 (en anglais)

11 Africa's Development Crossroads: Progress, Challenges, and Opportunities in 2025, avril 2025 (en anglais)

12 AXA XL, Regulatory harmonisation: The benefits for global programmes in the CIMA zone, juin 2021 (en anglais)

13 Agripah Marangwanda and Mpundu Mubanga, Reimagining Africa's Insurance Landscape: How Regulatory Compliance Fuels AfCFTA's Promise, 2025 (en anglais)

14 Ibid.

15 Business Day Nigeria, Insurers want regulatory integration to optimize benefits of AfCFTA, septembre 2021 (en anglais)

Enquête : « Pratiques et tendances en matière de données dans l'assurance et la réassurance en Afrique »

« En Afrique, les données sont à un stade d'évolution rapide – mais qui est ralenti par le manque de systèmes intégrés et de perspective de l'écosystème technologique. Les organisations réalisent lentement la valeur de l'exploitation des données et déploient des efforts de précision au point de capture. Pour ceux qui ne sont pas clients de Guy Carpenter, nous nous attendons à une charge opérationnelle supérieure à la normale pour les prochaines années. »

Lukas Müller | Président Moyen-Orient et Afrique | Guy Carpenter

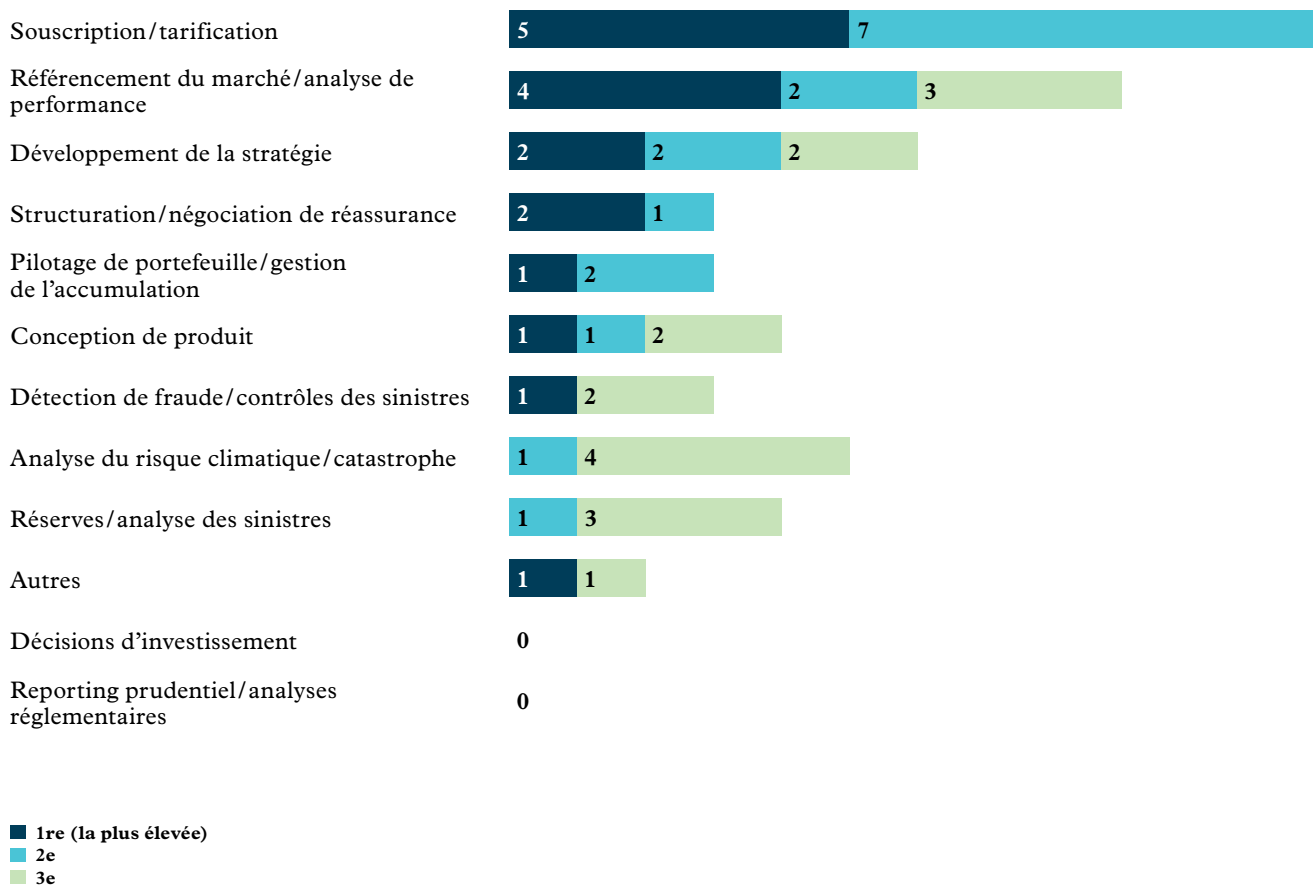
« Sur de nombreux marchés africains, la disponibilité limitée de données fiables continue d'influencer la façon dont les assureurs évaluent le risque et font des provisions pour les sinistres futurs. En réponse, certains acteurs du secteur adoptent une approche prudente au milieu de l'incertitude.

À mesure que la qualité et l'accessibilité des données s'améliorent, les assureurs ont une occasion importante d'améliorer la précision des prix, d'optimiser le déploiement du capital et, en fin de compte, d'offrir une plus grande valeur aux clients et aux actionnaires ».

Gboyega Lesi | Directeur général | Leadway Assurance

CAS D'UTILISATION PRIORITAIRES : SOUSCRIPTION ET TARIFICATION EN PREMIER

Graphique 10 – Quels seraient vos cas d'usage prioritaires pour les données standardisées/harmonisées ? (Veuillez indiquer le classement des trois valeurs les plus importantes pour vous ; 1 = la plus élevée)



« Chez Mulemba Re, nous reconnaissons que l'amélioration substantielle de la qualité des données et de la compétence en gestion des risques sont des piliers essentiels pour renforcer le secteur de l'assurance en Angola. Grâce à une étroite collaboration avec plus d'une vingtaine d'assureurs locaux et à notre investissement stratégique dans la formation et le développement des capacités, nous nous engageons à faire progresser la maturité et la résilience du marché. »

Paulo Bracons | PDG | Mulemba Re

Enquête : « Pratiques et tendances en matière de données dans l'assurance et la réassurance en Afrique »

À la question du classement des trois usages prioritaires pour les données normalisées, les répondants ont massivement répondu la souscription et la tarification. Avec dix mentions au total, cinq l'ont classé au premier rang et aucun ne l'a classé au troisième.

L'analyse comparative du marché est arrivée en deuxième position, mais avec un modèle différent. Elle s'est classée avec force en première place, mais souvent, elle a été reléguée au rang de troisième choix. Cela suggère que le groupe l'apprécie largement sans que personne ne la considère comme son besoin le plus urgent.

Le développement de la stratégie complète le podium le plus fréquent. Ce cas d'usage a recueilli six mentions réparties uniformément sur toutes les positions de classement. Cela ne traduit pas d'urgence, mais valide de façon cohérente le fait que ce facteur compte.

Au-delà du podium, le tableau change. L'analyse des provisions et des sinistres est citée cinq fois, mais quatre fois au troisième rang. Le panel reconnaît ce besoin, mais le reporte au profit de priorités plus immédiates.

L'analyse du climat et des catastrophes émerge à peine, avec seulement deux mentions et zéro premier rang, malgré l'exposition significative des répondants au climat. Cela reflète probablement la réalité : la modélisation des catastrophes naturelles est externalisée auprès de fournisseurs de modélisation, de courtiers ou de réassureurs mondiaux, et la qualité des données locales est insuffisante pour servir de base à cette modélisation.

Le faible classement signale probablement une lacune en matière de capacités, et non un risque absent.

Les rapports de surveillance et de réglementation n'ont reçu aucune mention, sans surprise, puisque les exigences de conformité sont obligatoires, et non choisies.

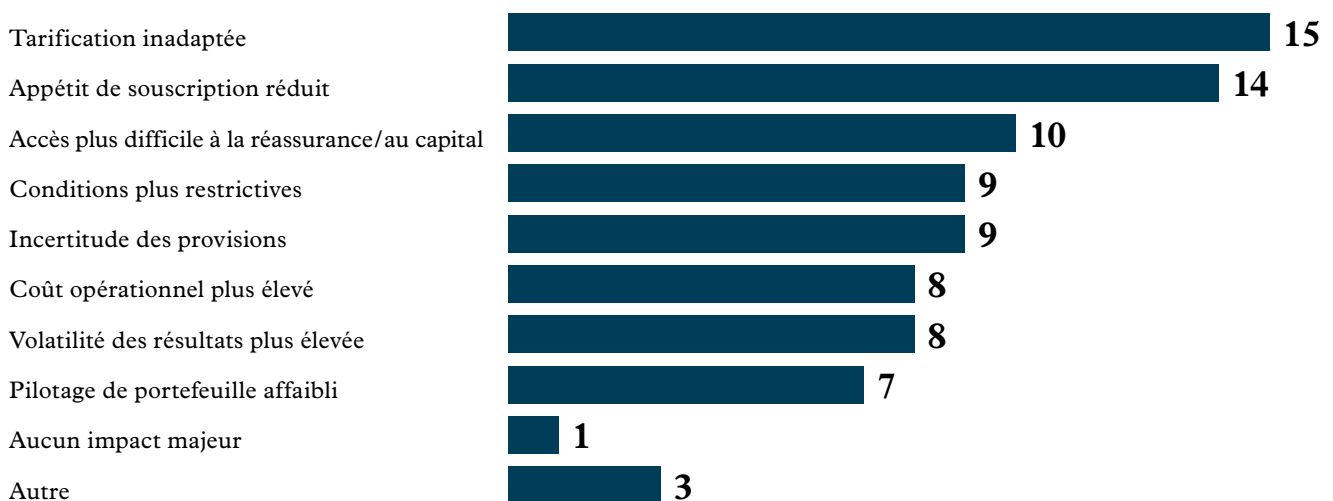
La souscription et la tarification apparaissent comme la priorité opérationnelle urgente et non négociable, le fondement qui doit être abordé en premier, tandis que d'autres cas d'utilisation restent différés jusqu'à ce que cette capacité fondamentale soit en place.

« Dans la plupart des pays africains, nous opérons toujours en silos. Lorsque les données ne sont pas partagées, leur valeur n'est pas entièrement comprise. La véritable opportunité est de passer de la gestion isolée des entreprises individuelles à l'exploitation d'informations partagées qui peuvent libérer la croissance pour l'ensemble du marché. »

Rudolph Humavindu, Namib Re, directeur général de la réassurance

IMPACT SUR LES MARCHÉS DE L'ASSURANCE EN AFRIQUE — LE PRIX ÉLEVÉ DES DONNÉES MÉDIOCRES : PRIX ERRONÉS, PERTE D'APPÉTIT ET CAPITAL BLOQUÉ

Graphique 11 – Comment les problèmes de données ont-ils affecté le développement du marché de l'assurance ? (Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent)



Les conséquences d'une mauvaise qualité des données sont vastes et se renforcent mutuellement. Les tarifications erronées arrivent en tête de liste avec 15 mentions possibles sur 17. L'asymétrie ne pardonne pas : la sous-tarifification et les sinistres torpillent les polices et primes gérées par la compagnie, et surtarifier entraîne le départ des clients. L'un ou l'autre résultat aggrave la fragilité sous-jacente du marché.

La réduction de l'appétit pour la souscription suit avec 14 mentions, confirmant que des données défaillantes n'affectent pas seulement la façon dont le risque est évalué, mais détermine sa souscription même.

La difficulté d'accès aux marchés de la réassurance et des capitaux (10 mentions) et des conditions de plus en plus restrictives (9 mentions) amplifient les pertes. La réduction de la capacité de réassurance limite la capacité de croissance des assureurs. Un participant a tenté d'exploiter les marchés de capitaux via un transfert de risque alternatif, mais n'a pas réussi en raison d'un manque de données crédibles. Sans informations fiables sur les risques, les marchés de capitaux n'investiront pas. L'effet net est le recours forcé à la réassurance avec des conditions prudentes et un désavantage tarifaire à la clé.

Enquête : « Pratiques et tendances en matière de données dans l'assurance et la réassurance en Afrique »

L'incertitude concernant les provisions (9), les coûts d'exploitation plus élevés (8), la volatilité plus élevée des résultats (8) et le pilotage plus faible du portefeuille (7) achèvent le portrait d'un secteur fonctionnant sous friction permanente. Chaque décision est porteuse d'incertitude ; chaque résultat est difficile à anticiper ou à expliquer.

Un seul participant n'a signalé aucun impact matériel, expliquant que « nous faisons les choses en silos en Afrique », les données ne circulent pas parce que les organisations ne se connectent pas.

Trois répondants ont utilisé l'autre option pour signaler les conséquences : incapacité à élaborer une stratégie commerciale appropriée, allocation de capital conservatrice qui érode la rentabilité et érosion plus large de la confiance des consommateurs dans l'industrie elle-même.

Des données de mauvaise qualité ne rendent pas seulement l'assurance plus difficile à évaluer. Cela rend les marchés plus complexes à développer, restreint l'accès aux capitaux et la capacité à instaurer la confiance. Les conséquences de cela sont des contraintes de croissance évidentes affectant l'ensemble du marché continental.

« Les données de haute qualité ne sont pas optionnelles, elles sont fondamentales pour la stratégie. A la SAA, nous construisons nos modèles sur la base d'un historique de plusieurs décennies, dont plus de 25 ans de données opérationnelles et de sinistres entièrement numérisées, puis les renforçons par des sources externes pour mieux gérer les risques, assurer la conformité, stimuler l'innovation et réduire les erreurs dans l'ensemble de l'entreprise. »

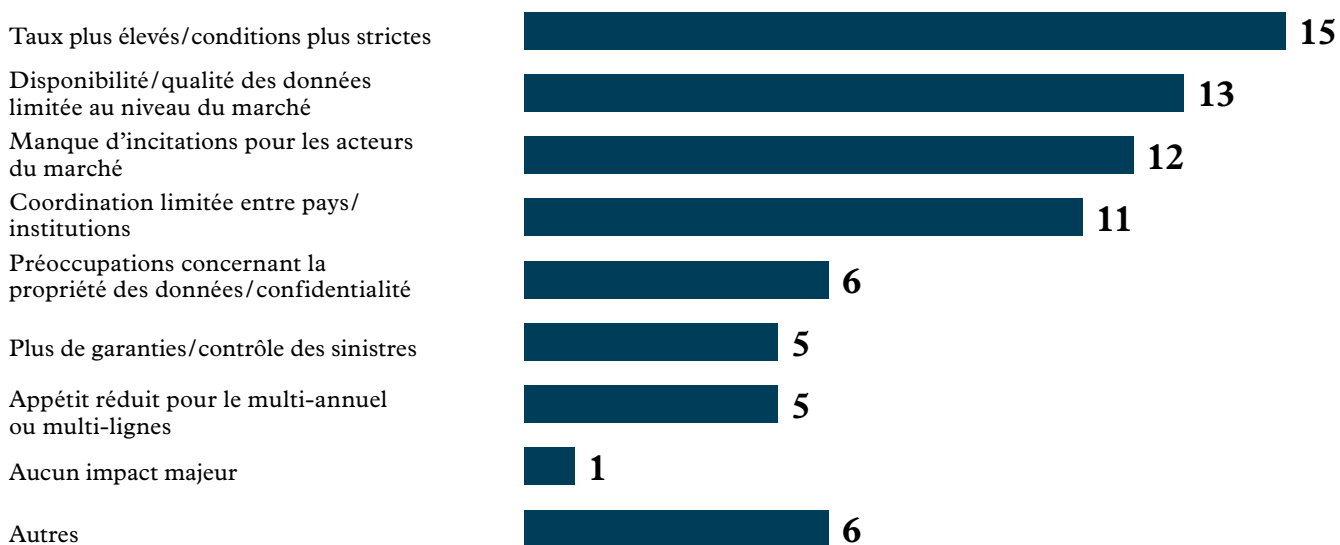
Youcef Benmicia | PDG | SAA

« Des données lacunaires empêchent les assureurs d'atteindre leur plein potentiel. Prenons la cyberassurance : il y a une demande claire sur notre marché nigérian, mais nous ne pouvons pas souscrire ces produits en toute confiance sans la bonne infrastructure de données. Si nous voulons vraiment développer notre activité et être compétitifs, nous devons donner la priorité à la collecte et à l'analyse de données. Les données sont fondamentales pour notre capacité à innover, à pénétrer de nouveaux marchés et à prendre les décisions stratégiques qui conduisent à une croissance durable. »

Tope Smart | Président du Groupe | NEM

IMPACT SUR LES MARCHÉS AFRICAINS DE LA RÉASSURANCE – PAS DE COUVERTURE SANS DONNÉES : COMMENT LES LACUNES EN MATIÈRE D'INFORMATION EXCLUENT LES MARCHÉS AFRICAINS DE LA RÉASSURANCE

Graphique 12 – Comment les problèmes de données ont-ils affecté les solutions de réassurance ? (Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent)



« La compréhension approfondie des besoins du marché de l'assurance et de la réassurance, combinée à une capitalisation efficace sur l'expérience opérationnelle, constitue un levier essentiel pour concevoir des solutions de réassurance performantes, innovantes et durables. Ces solutions doivent être adaptées aux spécificités des risques, renforcer la résilience des acteurs et soutenir une croissance pérenne, fondée sur des données fiables et une expertise terrain éprouvée. »

Lamia Ben Mahmoud | Directrice Générale | Tunis Re

« La qualité et la disponibilité limitées des données d'assurance en Afrique ont non seulement limité l'innovation, mais ont également érodé la confiance, laissant les consommateurs et les décideurs incertains quant à la véritable valeur de l'assurance. »

Jephita Gwatipedza | Directrice générale adjointe et directrice de l'exploitation du groupe | Zep Re

L'impact du manque de données sur la réassurance est omniprésent et touche toutes les dimensions de la relation cédant/réassureur. Des taux plus élevés et des conditions plus strictes sont en tête de liste avec 15 mentions sur 17 possibles, soulignant leur caractère quasi universel. Un appétit limité pour la réassurance proportionnelle (13), davantage d'exclusions et des définitions d'événements plus strictes (12), et des points d'ancrage plus élevés avec des limites inférieures (11) suivent de près. Prises ensemble, ces quatre réponses décrivent un marché où la réassurance est à la fois plus chère, plus restreinte et moins complète.

Les commentaires révèlent un écart de perception à deux faces. La plupart des réassureurs affirment que les assureurs africains manquent de données de qualité pour soutenir des soumissions de risques crédibles, tandis que les assureurs primaires principalement déclarent que les réassureurs mondiaux manquent de connaissances pour évaluer les risques africains de manière indépendante. Cependant, cet écart se réduit lorsque la proximité et la structure réglementaire créent la responsabilité.

Les conséquences pratiques sont immédiates. Un participant décrit avoir été contraint de placer des risques sur la couverture facultative parce que les termes du traité sont devenus intenable, une solution plus coûteuse et moins efficace en raison de l'absence de données. Un autre joue cartes sur table : sans données, les réassureurs peuvent se détourner complètement du risque.

Un autre acteur ajoute que de nombreuses compagnies d'assurance ne publient même pas les informations financières de base. Cela indique à quel point le secteur est encore loin de considérer la transparence des données comme un actif concurrentiel ou stratégique.

En conclusion, le déficit de données crée un désavantage exponentiel. Les assureurs africains paient une prime aux réassureurs qui évaluent l'incertitude plutôt que le risque. De meilleures données locales ne constituent pas seulement une amélioration opérationnelle, mais le levier pour réinitialiser les conditions sur l'ensemble de la chaîne de valeur.

APPEL À L'ACTION : CONSTRUIRE L'INFRASTRUCTURE DE DONNÉES D'ASSURANCE DE L'AFRIQUE DE DEMAIN

Libérer les marchés de l'assurance en Afrique grâce à une meilleure qualité des données nécessite une action coordonnée du secteur de l'assurance, des gouvernements et des régulateurs.



Pour le secteur de l'assurance

- Traiter les données comme un actif stratégique. Remplacer les systèmes cloisonnés et spécifiques à chaque fonction par des écosystèmes de données à l'échelle de l'entreprise intégrant des analyses embarquées, et investir dans la culture des données ainsi que dans les talents actuariels, en science des données et en science du climat.
- Faire de la standardisation une nécessité concurrentielle : elle réduit les coûts de réassurance, débloque des capacités et améliore l'accès aux marchés de capitaux, et ne constitue pas simplement une contrainte réglementaire.
- Adopter des normes solides de gouvernance des données et d'éthique : documenter les modèles, surveiller les biais, maintenir une supervision humaine pour les décisions importantes, protéger les données des assurés et s'engager de manière proactive avec les superviseurs à mesure que les normes évoluent.
- Enrichir les données propriétaires avec des sources alternatives (imagerie satellitaire, données mobiles, indicateurs agricoles, etc.) pour concevoir de nouveaux produits qui répondent mieux aux besoins des clients existants et atteignent de nouveaux segments de clientèle. Cette approche permet une couverture et une tarification plus pertinentes, soutenant une croissance inclusive de l'assurance à travers le continent.



Pour les réassureurs, courtiers, investisseurs

- Signaler l'appétit pour les données africaines et récompenser concrètement les améliorations. Le schéma actuel, dans lequel des données incertaines entraînent des taux plus élevés, des conditions plus strictes, davantage d'exclusions, des points d'attachement plus élevés et une capacité proportionnelle réduite, constitue une pénalité structurelle qui limite le potentiel d'une protection des risques plus large et de meilleure qualité. Communiquer clairement quelles améliorations de données se traduiraient par de meilleures conditions et donner suite lorsque les cédants livrent.
- Récompenser la qualité et la profondeur des données par un appétit pour le risque accru et une tarification plus claire. Les cédants qui investissent dans des données robustes de souscription, d'exposition et de sinistres devraient bénéficier d'avantages tangibles grâce à une capacité de réassurance accrue, un soutien de couverture plus large et des méthodologies de tarification plus transparentes. Cela crée une incitation plus forte à l'investissement soutenu dans la gouvernance des données et l'analyse sur les marchés africains.

- Investir dans l'expertise sur le continent plutôt que d'évaluer les risques africains à distance. Une présence locale soutenue, des échanges techniques, la formation et le développement de modèles de catastrophes africains réduiront les angles morts et contribueront au développement du marché.



Pour les gouvernements et les régulateurs

- Soutenir activement l'établissement d'un cadre continental de normes de données définissant les exigences minimales en matière de données de souscription, d'exposition et de sinistres, avec des définitions harmonisées, des formats de reporting et des fréquences de soumission à travers les marchés africains.
- Créer des incitations réglementaires qui élèvent la qualité des données au rang de priorité au niveau du conseil d'administration : pénaliser les soumissions tardives ainsi que l'inexactitude ou l'incomplétude persistante. Reconnaître les données d'assurance de haute qualité comme une infrastructure financière critique soutenant la supervision prudentielle.
- Faire évoluer continuellement les normes continentales de données pour refléter les nouvelles conclusions, les risques émergents et l'expérience de supervision, afin de stabiliser davantage le secteur de l'assurance et de protéger les assurés. S'inspirer des bonnes pratiques régionales ou internationales.
- Renforcer les bases de données publiques sur lesquelles s'appuient les marchés de l'assurance et appliquer une réglementation proportionnée permettant l'identité numérique, les polices électroniques et la distribution mobile.
- Établir des attentes prudentielles claires et équilibrées pour les produits paramétriques, les données alternatives et l'intelligence artificielle en matière de souscription et de sinistres, en veillant à ce que l'innovation soit accompagnée de transparence, d'équité et d'une protection robuste des consommateurs.

Une voie à suivre

La fragmentation réglementaire est une contrainte majeure. À elles seules, la technologie et la bonne volonté ne suffiront pas à la surmonter.

Ce qui est nécessaire :

1. Leadership réglementaire pour imposer la normalisation et créer des cadres juridiques
2. Engagement du secteur en matière de ressources et de données dans une infrastructure partagée
3. Gestion institutionnelle pour opérer le dépositaire et faire respecter les normes
4. Financement soutenu pour la construction et la maintenance des systèmes

Sans action, les assureurs africains continueront de payer une pénalité structurelle pour les informations qu'ils peuvent collecter. Dans ce scénario, les coûts seront répercutés aux clients, contraindront les marchés et entraîneront un renoncement au développement.

